



NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**SOUS REGION
AFRIQUE CENTRALE**

*Rapport sur les conditions
économiques et sociales
en Afrique Centrale, 1999*

Pour ce document et d'autres publications du centre, prière visiter le site web à l'adresse suivante:
<http://www.un.cm>

Ou contacter

M. Le Directeur
Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC)
De la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
B.P. 836
Yaoundé, Cameroun
Tél: (237) 23 14 61
Fax: (237) 23 31 85
E-mail: casrdc@un.cm

Les informations et données contenues dans cette publication peuvent être librement citées ou reproduites. Mais une copie de la publication contenant la citation ou la production devra être envoyée au Centre.

TABLE DES MATIERES

TITRES	PAGES
Introduction	7
Partie I : Tendances des indicateurs socio-économiques en 1998-1999	9
Le niveau général de l'activité économique	11
La demande	14
Les finances publiques	15
Financement du développement	17
Situation sociale	19
Partie II : La mondialisation et ses effets sur les économies de l'Afrique Centrale	23
I. LA MONDIALISATION EST-ELLE UNE CONTRAINTE OU UNE NECESSITE ?	25
II. LES GRANDS DETERMINANTS DE LA MONDIALISATION	27
A. La libéralisation commerciale	27
B. La déréglementation et la globalisation des marchés financiers	28
C. L'ascension des multinationales	28
D. La question de la compétitivité	29
E. Multiplication et généralisation des innovations technologiques et introduction de nouveaux produits.....	29
III. IMPACTS DE LA MONDIALISATION SUR LES ECONOMIES DE LA SOUS-REGION	29
A. Libéralisation commerciale et performances économiques	31
B. Mondialisation et déclin du rôle de l'Etat	33
C. Mondialisation et bonne gouvernance	34
D. Mondialisation et politiques sociales	36
E. Réforme du secteur financier	37
F. Les effets de la crise asiatique et la nouvelle architecture de l'économie mondiale	37
IV. MONDIALISATION ET REGIONALISATION	38
A. Processus d'intégration des économies de la sous-région	38
B. Options et alternatives	40
C. Les défis du troisième millénaire et options stratégiques	41
D. Mondialisation et tertiarisation	42
Conclusion	45

ABREVIATIONS

BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
CDSR-AC	Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique Centrale
CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CEPGL	Communauté Economique des Pays du Grand Lac
CIPD	Conférence Internationale sur la Population et le Développement
CNUCED/UNCTAD	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
EU	Etats-Unis d'Amérique
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
IDE	Investissements Directs Etrangers
IDH	Indicateur de Développement Humain
M	Importations
NOEI	Nouvel Ordre Economique International
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisations Non Gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
PAS	Programmes d'Ajustement Structurel
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Intérieur Brut
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
TICAD	Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UR	Uruguay Round
X	Exportations

Introduction

➤ Deux facteurs majeurs, entre autres, ont pesé sur les performances économiques des pays de l'Afrique Centrale. La conjoncture internationale déjà particulièrement défavorable en 1998 a continué à se manifester jusqu'au troisième trimestre 1999 et a eu des effets dépressifs sur des économies nationales dépendantes pratiquement toutes de matières premières comme le pétrole, le bois, le caoutchouc naturel, l'aluminium, le café, le cacao, etc.. Les conflits socio-politiques, de nature interne ou inter-Etats, et qui de par les ressources qu'ils drainent en direction des efforts de guerre ou de leur résolution, ont continué d'affecter plus de la moitié des pays de la sous-région. Cette situation d'instabilité a conduit les investisseurs potentiels à adopter une attitude d'attente et de prudence.

➤ Les tendances observées au début de l'année 1999 et les perspectives peu encourageantes des investissements en direction des secteurs performants affecteraient l'évolution économique et financière dans les Etats membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Il devrait en résulter un ralentissement de la croissance économique en 1999 car la hausse du Produit Intérieur Brut (PIB) ne sera que de l'ordre de 5 % en 1999 contre 4,3 pour cent en 1998. L'élément moteur de la croissance aura été l'expansion de la demande intérieure due principalement à une plus forte consommation privée.

➤ Le ralentissement de la croissance économique dans les pays de la CEMAC serait principalement imputable à la baisse du PIB réel de l'ordre de 4 pour cent et 0,8 pour cent au Gabon et au Congo respectivement, et à la décélération des activités économiques au Tchad qui enregistrerait une croissance très modérée de 1,2 pour cent contre 7,1 pour cent en 1998. Par contre, les autres pays du groupe, le Cameroun, la République Centrafricaine et la Guinée Equatoriale connaîtraient une croissance favorable avec des taux respectifs de 4,5 pour cent, 5,1 pour cent et 12,7 pour cent.

➤ Les investissements publics dans les pays de la CEMAC ne contribueraient à la croissance du PIB qu'à hauteur de 0,1 pour cent. La réduction des dépenses d'équipement de l'Etat au Gabon aura eu un effet significatif sur la contribution du secteur public. Par contre il a été noté au niveau d'une catégorie de pays de la zone en meilleure posture, une augmentation des dépenses en capital favorisée par le relèvement des dotations budgétaires à l'équipement en raison d'une plus grande mobilisation des capitaux extérieurs. Ces ressources ont été principalement orientées vers des chantiers de travaux publics, notamment l'extension des infrastructures routières, la réhabilitation des infrastructures dans les secteurs sociaux comme la santé et l'éducation, le développement des réseaux électriques et hydrauliques et la modernisation du système de télécommunications.

➤ Les investissements privés ont quelque peu suppléé au recul des investissements publics sans pour autant les compenser réellement. Ils ont été plus marqués dans le secteur agricole, les mines et les manufactures. Mais de manière générale, le poids du secteur minier dans la plupart des économies de la sous-région est resté si important qu'une légère contraction des investissements dans ce secteur a eu pour conséquence une baisse de sa contribution à la croissance du PIB dans une proportion de l'ordre de 1,4 pour cent.

➤ Le problème de fond pour les économies africaines en général et celles de la sous-région de l'Afrique Centrale en particulier réside dans le faible niveau de leur industrialisation. Leur base manufacturière est demeurée exiguë tandis que leur dépendance à l'égard d'un nombre relativement restreint de matières premières est restée forte. De plus, le niveau des investissements nationaux dans les secteurs porteurs et d'intérêt stratégique pour un développement autocentré et auto-entretenu, est encore bien faible sinon marginal. Cette carence est accentuée par une faiblesse de l'épargne intérieure. Par ailleurs, les investissements de sources extérieures ont été prioritairement destinés à des secteurs à forte intensité capitaliste n'entretenant pas toujours des effets directs de synergie avec les autres secteurs de l'économie dans lesquels exerce et desquels tire ses revenus la plus grande majorité des populations. Il a été observé que la masse critique de ces investissements va vers l'exploitation des ressources naturelles, principalement le secteur minier (pétrole et substances minérales solides) et le bois brut.

➤ Avec un tel handicap est-il envisageable pour ces économies de tirer profit de la dynamique de la mondialisation dont l'élément déterminant est une compétition effrénée?

➤ La réponse à cette question est bien difficile à suggérer. Toutefois, il ressort de multiples études une série de conclusions convergeant vers le développement de mécanismes d'accélération de la coopération et de l'intégration des économies sous-régionales. La partie thématique de ce rapport aborde cette question.

PARTIE I

***Tendances des indicateurs
socio-économiques en 1998-1999***

LE NIVEAU GENERAL DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

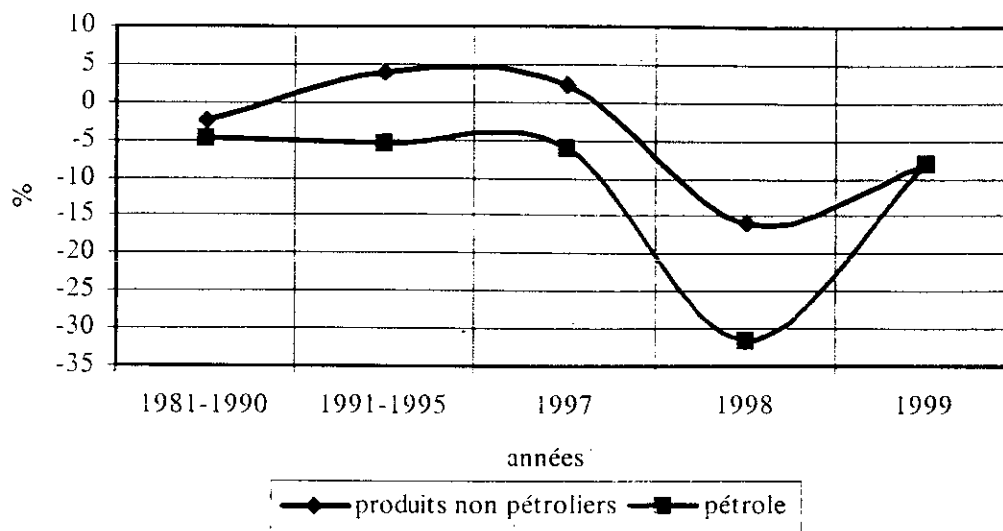
Les performances de l'année 1999 seront à nouveau influencées par une conjoncture internationale déjà défavorable en 1998.

- Dans notre livraison de l'année dernière¹, nous prévoyions pour l'ensemble des pays de la sous-région de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), un léger redressement du taux de croissance de leur Produit Intérieur Brut, qui passerait de 4.2 pour cent en 1998 à 5 pour cent en 1999.
- Sur la base d'une série d'hypothèses relativement optimistes portant principalement sur l'évolution de la conjoncture internationale, les comportements des marchés des matières premières – notamment le pétrole – et de certains secteurs dominants des économies de la sous-région, les effets de la crise financière asiatique sur les économies des partenaires commerciaux de la sous-région, nous estimions le taux de croissance des pays de la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC) à 5.0 pour cent et celui des pays hors CEMAC à 4.3 pour cent.
- Vers la fin de l'année 1998, de nouveaux développements ont influencé négativement les tendances lourdes des économies de la sous-région; ce qui s'est traduit par des résultats assez contrastés par sous-groupe de pays, induisant dans certains cas de sensibles écarts entre les pays.
- Au niveau du marché mondial des matières premières non énergétiques dont les exportations représentent une large part du total des exportations des pays de la zone CEMAC², les prix moyens qui s'étaient érodés de 6.3 pour cent en 1998 ont continué à décliner au cours de cette année. Pour l'ensemble de l'année, l'indice agrégé de ces produits a chuté de 16 pour cent. Les produits ayant connu une plus forte dépression ont été les métaux et minéraux dont les prix ont plongé de près de 33 pour cent par rapport à leur niveau le plus élevé enregistré en Août 1995. Le graphique ci-dessous donne des indications sur la tendance des prix de quelques uns de ces principaux produits.
- L'évolution des cours du pétrole a été aussi une grande source de préoccupation pour les pays de la sous-région. Il convient de rappeler qu'à la fin du premier semestre de l'année 1998, les cours du pétrole étaient descendus en deçà du niveau historique de 10 dollars US le baril, occasionnant d'importantes pertes sèches de ressources à l'Etat et aux opérateurs du secteur, avec des effets induits sur certaines économies pour lesquelles les performances de ce secteur exercent de forts effets d'entraînement sur l'ensemble du secteur productif. Selon les estimations de la Banque Mondiale, les prix du pétrole ont régressé de 31.8 pour cent en 1998 et devraient évoluer négativement encore en 1999, avant de rebondir aux environs de 25 pour cent en l'an 2000.

¹ Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique Centrale, 1998 (ECA/SRDC-CA/ESC/98)

² Les exportations de la sous-région sont principalement composées des exportations de pétrole de la sous-région CEEAC.

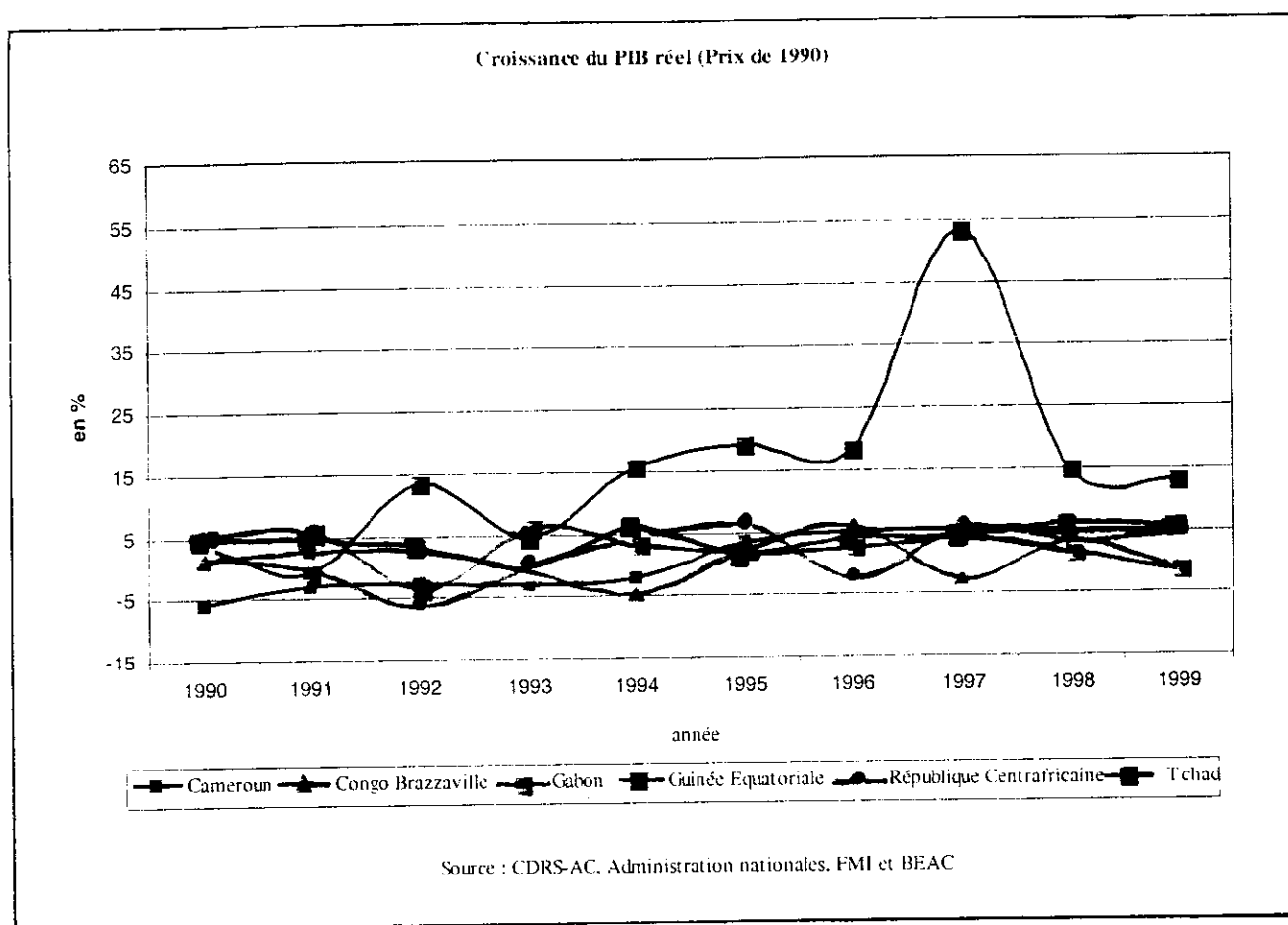
Variations annuelles des prix des produits (en pourcentage)



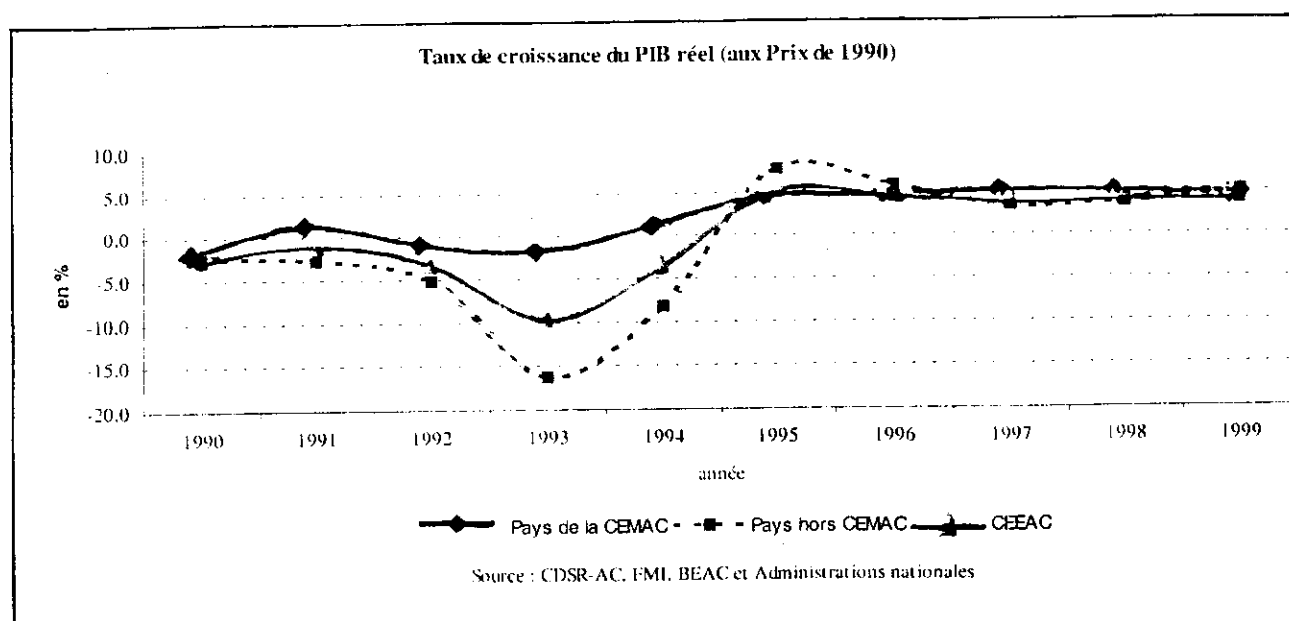
Source : World Bank, Global Development Finance, 1998/99

➤ Avec une accentuation de cette baisse tout au long de l'année 1998 et sa prolongation au cours du premier trimestre 1999, les programmes de production de l'année en cours seront certainement revus à la baisse ; ce qui aurait un impact particulièrement marqué sur le niveau général d'activité des pays exportateurs de pétrole comme l'Angola, le Congo et le Gabon. Selon les estimations de la BEAC (Banque des Etats de l'Afrique Centrale), la contribution du secteur pétrolier à la croissance des pays CEMAC qui était de 1,8 pour cent en 1997, n'aura été que de 0,4 pour cent en 1998 et devrait être de -0,2 pour cent en 1999.

➤ A tous les facteurs ci-dessus exposés se sont ajoutés les effets directs ou indirects de la relative décélération qui se manifeste insidieusement dans les pays industriels, partenaires économiques et commerciaux des pays de la sous-région. Même si les éléments de base sur lesquels reposent les performances des pays européens n'ont pas été ébranlés par ce contexte international relativement morose, la baisse de la demande émanant des pays asiatiques a légèrement influencé le niveau de la production dans ces pays. De ce fait, le volume de leurs échanges commerciaux avec les pays de la sous-région en a été quelque peu affecté.



➤ La prise en compte de tous ces récents développements nous a permis de procéder à une révision de nos estimations préliminaires pour 1999, et de dégager une nouvelle tendance du PIB en zone CEEAC, sur la période 1990-1999. Cette tendance est reflétée dans le graphique ci-après.

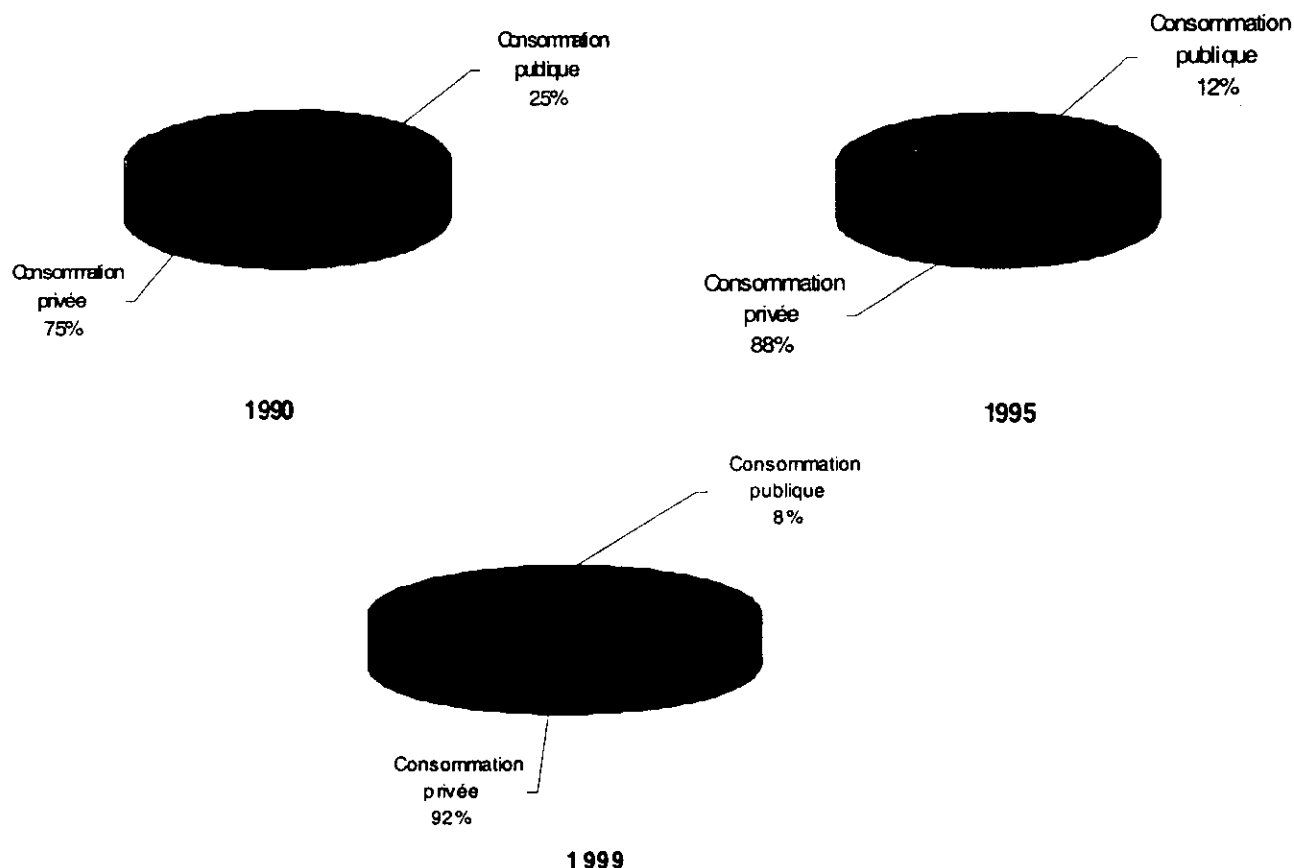


LA DEMANDE

La part du secteur public dans la demande intérieure globale en zone CEEAC s'est fortement contractée depuis 1990 tandis que celle du secteur privé s'est nettement consolidée. Est-ce une évolution souhaitable et quelles peuvent en être les conséquences ?

➤ La structure de la demande globale dans l'ensemble des pays de la sous-région s'est profondément modifiée entre 1990 et 1999. En zone CEMAC, alors que la consommation du secteur public représentait 25 pour cent de la consommation globale en 1990, elle a été ramenée à 12 pour cent en 1995 et devrait se situer à 8 pour cent en 1999. A l'évidence, cette évolution exprime les effets des options de politique économique qui ont eu tendance à ramener le train de vie des structures étatiques dans des proportions raisonnables, tout en voulant créer les conditions d'une meilleure percée du secteur privé.

➤ Les programmes de privatisation ont certes permis aux Etats de transférer une grande partie de leur emprise sur certains secteurs d'activité, au profit des opérateurs du secteur privé. A cela s'ajoutent le dégraissage des effectifs de la Fonction Publique et la réduction du train de vie des structures administratives qui ont eu pour effet une nette compression des besoins du secteur public (voir section sur la situation sociale).



➤ Au regard de l'immensité des besoins infrastructurels considérés comme étant du ressort de l'Etat, il y a lieu de s'interroger sur une telle tendance. La phase de stabilisation de ces économies ayant permis de poser les bases pour de véritables réformes structurelles, il devrait en résulter une reprise de la demande du secteur public qui correspondrait à des besoins précis d'appui aux efforts de développement. Ce pourrait être l'occasion de mettre l'accent sur une certaine cohérence entre le cadre stratégique global de développement durable et la nature des besoins à couvrir par le secteur public.

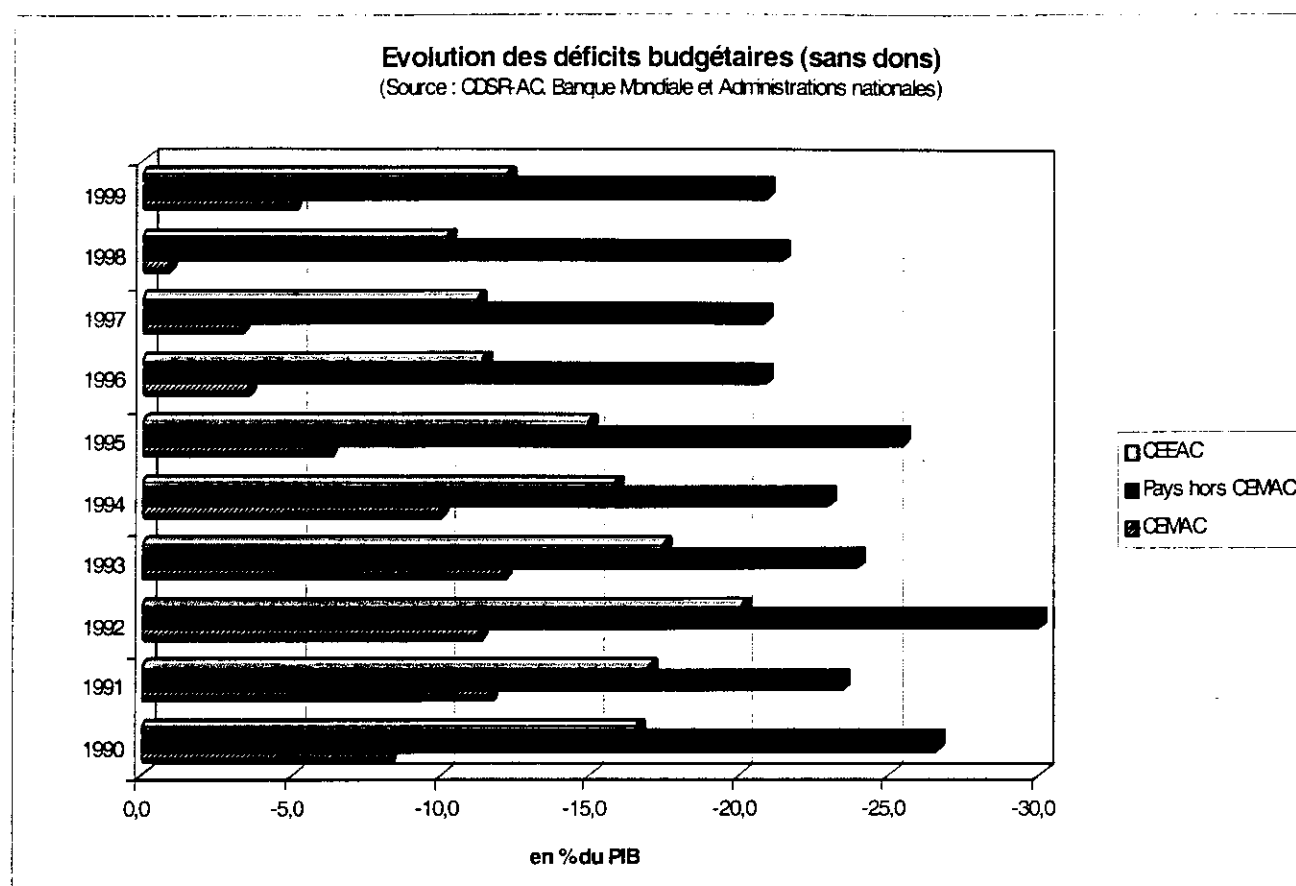
LES FINANCES PUBLIQUES

Quelques dérapages : la rigueur et la bonne gouvernance à l'épreuve des faits ou de simples circonstances défavorables ?

➤ Les statistiques reflétées par le graphique ci-dessous indiquent que le redressement des finances publiques a été régulier depuis 1993 aussi bien en zone CEMAC que hors zone CEMAC. En zone CEMAC le niveau du déficit est passé de près de 20 pour cent en 1992 à moins de 2 pour cent en 1998 tandis que celui des pays hors zone CEMAC a été ramené de 30 pour cent en 1992 à un peu plus de 20 pour cent en 1998.

➤ Ces résultats peuvent être justifiés par la tenacité des gouvernements à rétablir progressivement l'équilibre de leurs comptes intérieurs. Mais ils sont également dictés par le souci d'une stricte adhérence aux critères de saine gestion budgétaire prescrits dans les programmes d'ajustement en cours dans l'ensemble de ces pays. Dans l'un ou l'autre des deux cas, la tendance a été largement encouragée car elle est une condition de base pour l'éligibilité à des apports additionnels de la part des bailleurs bilatéraux et multilatéraux.

➤ Dans le cas particulier de la zone CEMAC où les critères de surveillance multilatérale établissent un taux positif pour le ratio des soldes budgétaires par rapport au PIB, la plupart des pays affichent des taux déficitaires variant de - 0,2 % à - 15% entre 1994 et 1998. Bien que les efforts d'équilibrage aient porté simultanément sur les deux grandes masses que sont les dépenses et les recettes, la compression des dépenses publiques a été plus fortement ressentie comme étant le but ultime recherché.



➤ En effet, la contraction des dépenses est demeurée une constante dans les politiques budgétaires, même dans les pays où il a été observé un net redressement des performances fiscales en termes de niveau de recouvrement des recettes.

➤ En général, les économies réalisées ont été prioritairement destinées à l'apurement des arriérés de la dette extérieure, et très souvent au dépens des dépenses de redistribution de caractère social ou même de soutien à la relance de la croissance. De ce fait, ces pays n'ont été en mesure de constituer des réserves de nature à amortir les chocs des éventuels retournements de conjoncture. Le cas manifeste est celui de 1998 où quelques pays ont enregistré de fortes pressions exercées par certaines charges incompressibles sur leurs ressources intérieures en baisse sensible. L'insuffisance des réponses des pouvoirs publics à ces charges a donné lieu à des tensions sociales qui ont par ailleurs suscité des doutes sur le bien-fondé de ces efforts de rigueur budgétaire.

➤ La dégradation du ratio entre 1997 et 1999 exprime bien cette situation. En effet, à de rares exceptions comme en Guinée Equatoriale où le niveau des apports extérieurs en flux de ressources dans le secteur pétrolier est resté soutenu, la plupart des pays de la sous-région ont été affectés par la baisse du niveau général de leurs activités. Ceci est particulièrement observable dans les pays exportateurs de pétrole et de produits miniers dont les termes de l'échange ont fléchi. Au Gabon par exemple, les amplitudes dans les variations de ce ratio sont fort impressionnantes, passant d'un excédent de 6,2 % en 1997 à un déficit de 2,5 % en 1999.

nombre de ces pays, les dépenses orientées vers les secteurs sociaux n'ont pas été maintenues à leur niveau minimum et l'épineuse question des arriérés de salaire – tout comme celle des arriérés intérieurs de manière générale – est demeurée entière. De ce fait, les indicateurs de pauvreté se sont davantage dégradés reflétant ainsi l'ampleur sans cesse croissant des défis sociaux pour lesquels les perspectives paraissent encore imprécises.

➤ La première leçon que semblent tirer les gestionnaires publics de la stricte observance des critères de performance budgétaire contenus dans les engagements conclus avec le FMI et mis en application dans les programmes de réforme, est que la rigueur budgétaire n'est pas en soi une fin et qu'elle doit plus tôt contribuer au renforcement des capacités internes de financement des besoins non pris en compte par d'autres acteurs du développement socio-économique. Il a été en effet observé une insuffisance des dépenses soit de renouvellement soit de maintenance des infrastructures de base de sorte que leur obsolescence ou leur vieillissement tendent à limiter la capacité d'absorption des pays. Par ailleurs, l'influence des facteurs externes sur ces options rigoristes est d'autant plus difficile à maîtriser que de simples aléas conjoncturels peuvent neutraliser des résultats obtenus après de longues années d'efforts et d'austérité.

FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

Dettes extérieure ou dette intérieure : la nécessité d'une reconsidération des priorités dans les plans d'apurement des arriérés car des transferts nets durablement négatifs pénalisent la demande intérieure.

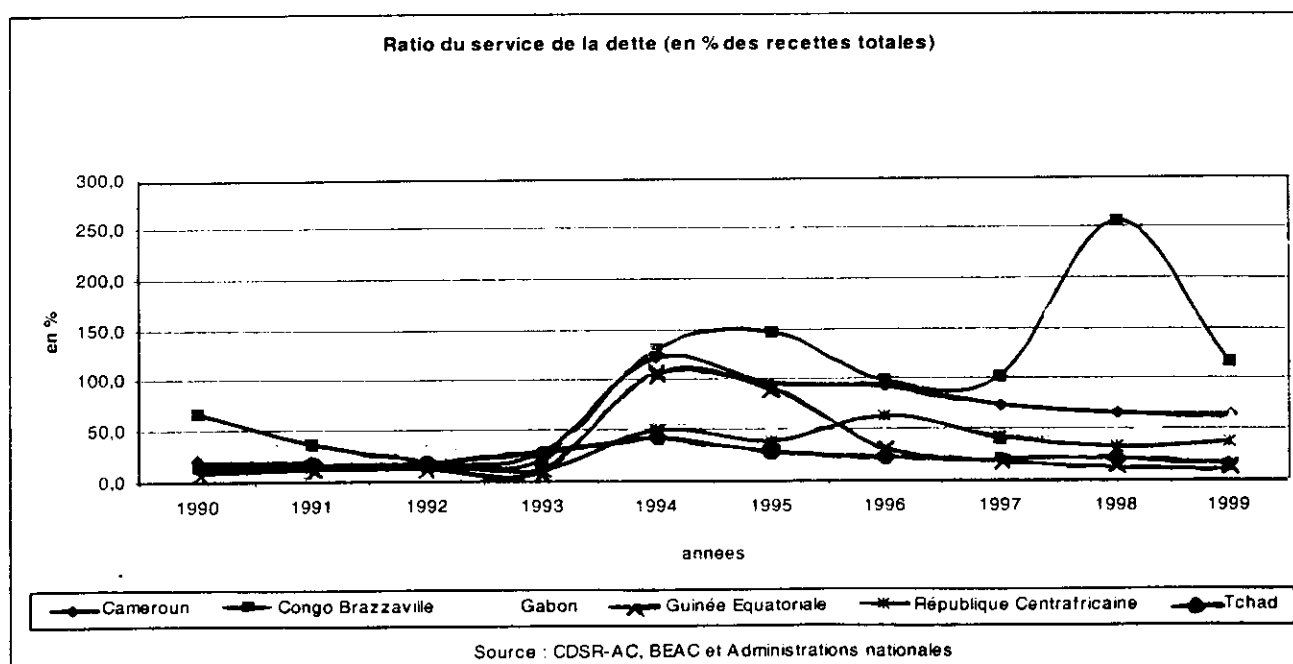
➤ Le taux d'épargne nationale (en pourcentage du PIB) dans les pays de la zone CEMAC, estimé à environ 13% en 1998 et projeté de manière identique en 1999, tarde à retrouver le niveau le plus élevé de 19% enregistré depuis la dévaluation de 1994. Le taux d'investissement dans cette zone, qui avoisine les 25 % depuis 1996, est resté stagnant depuis lors et devrait baisser d'environ 1 point en 1999.

➤ Ces indications statistiques sont variables suivant les pays et les écarts par rapport à ces moyennes peuvent être importants. Le Tchad et la République Centrafricaine affichent les taux les plus faibles, voire même déclinants en certaines périodes, tandis que la tendance de ces ratios dans des pays comme le Cameroun et la Guinée Equatoriale s'est régulièrement renforcée au cours de ces trois dernières années. La situation au Gabon est tout à fait particulière car ce pays tente d'émerger d'une crise financière brutale qui a laminé ses maigres réserves et mis à nu certaines erreurs du passé dans la gestion des ressources publiques. De ce fait, les programmes de dépenses ont été reconsidérés et la recherche de nouvelles sources de financement constitue l'un des principaux axes de la politique de redressement de ces déséquilibres financiers. De grands espoirs semblent être placés dans le programme des privatisations dont une accélération du rythme d'exécution pourrait grandement contribuer au renforcement de la capacité de financement du pays.

La situation de la Guinée Equatoriale, déjà vécue dans des certains pays exportateurs de pétrole, est des plus enviables parce qu'elle a enregistré une progression spectaculaire de son taux d'investissement (95% en 1994, 81% en 1996 et près de 70% en 1999) au cours de ces quatre dernières années. Le taux d'épargne intérieure qui était négatif de -3,5 pour cent en 1991, a culminé à 84% en 1994 et pourrait atteindre les 31% en 1999. L'effet pétrole justifie, à n'en point douter, la particularité de cette évolution qui mériterait malgré tout d'être resituée dans le contexte des énormes besoins globaux de développement de la Guinée Equatoriale. De nombreux projets d'infrastructures sont soit à l'étude, soit en voie de concrétisation. C'est le cas des chantiers de travaux publics (routes, eau, électricité, télécommunications) que l'Etat semble déterminé à mener à terme. Il est ainsi annoncé des investissements de l'ordre de près de 300 Milliards de FCFA entre l'an 2000 et 2003. Comme on le sait, ces dépenses sont une nécessité car elles peuvent avoir de forts effets d'entraînement sur les investissements privés, et de manière générale, avoir un effet de levier sur les initiatives du secteur privé.

➤ Dans l'ensemble de ces pays, les difficultés à honorer le service de la dette extérieure sont toujours aussi manifestes ; ce qui constitue un frein à la mobilisation de nouvelles ressources concessionnelles pour soutenir les efforts de relance de la croissance. Bien que le ratio moyen du service de la dette de la sous-région représente un peu plus du tiers des recettes d'exportations, la part du service de la dette dans les recettes budgétaires ne semble pas avoir été ramenée dans des proportions acceptables. Celle-ci est de 42% en 1998 et pourrait atteindre les 37% en 1999.

➤ Une meilleure appréciation de la pression du service de la dette sur les ressources publiques devrait prendre en compte les arriérés sur le service programmé. De ce point de vue, les disparités sont parfois très grandes par rapport à cette moyenne d'ensemble. En République Centrafricaine par exemple, la priorité en 1998/1999 a été accordée à l'apurement des arriérés de dette accumulés vis-à-vis des institutions de Bretton Woods, de telle sorte que la question des arriérés de salaire et des autres arriérés intérieurs continue d'alimenter les crises sociales. Une telle démarche pourrait-elle être appréciée à sa juste valeur par les partenaires au développement de ce pays ? A défaut, de quels moyens pourrait disposer ce pays afin de relancer la production, et même la demande intérieure ?



SITUATION SOCIALE

- Le retour progressif à la paix sociale dans la grande majorité des pays de la sous-région a eu pour conséquence une relative stabilisation des indicateurs du développement humain dont la dégradation a été manifeste au cours de ces dernières années. Néanmoins, les pays de la sous-région présentent des diversités au niveau de leurs programmes de lutte contre la pauvreté et des stratégies de réponse aux besoins de leurs populations respectives.
- La plupart des pays de la sous-région ont appliqué des programmes d'ajustement dont l'une des conséquences immédiates a été une réduction de la proportion du budget des Etats concernés, destinée aux secteurs sociaux : santé et éducation. Pour améliorer leurs capacités de réponses aux besoins de ces secteurs, les pays doivent envisager de rehausser la contribution du secteur privé, des ONG et des ménages à ces dépenses.
- Les éléments utilisés dans cette analyse sont les suivants :

1. Indicateur du développement humain (IDH).

- Selon les données du Rapport Mondial sur le Développement Humain 1999, à l'exception du Tchad et de la République Centrafricaine relevant de la catégorie des pays à faible IDH, tous les autres pays de la sous-région, sont classés dans la catégorie des pays à développement humain moyen. Les valeurs de l'IDH pour tous les pays de la sous-région sont en légère hausse en 1999; de 0,318 à 0,393 pour les valeurs les plus faibles et de 0,563 à 0,609 pour les valeurs les plus élevées. Cependant, à l'exception du Tchad qui s'est maintenu 162ème sur 174, pour tous les autres pays, on a observé une régression dans les positions occupées en 1998. On peut donc conclure en une dégradation des conditions de vie de la population dans ces pays comparativement au reste du monde.

2. Evolution de la pauvreté

- La pauvreté est apparue au cours des dernières années de ce siècle qui s'achève comme une menace pour la sécurité humaine et son éradication doit être une condition pour atteindre le développement durable. Son expansion et sa persistance ainsi que sa gravité au niveau de certaines couches de la population en Afrique sont d'autant plus inquiétantes que les programmes pour l'éradiquer sont difficilement exécutables en raison d'une part de la crise financière que traversent les pays africains dont les recettes d'exportations extrêmement fluctuantes et d'autre part du poids de la dette extérieure jugé insupportable.
- Plusieurs facteurs contribuent à la pauvreté. Pour la CIPD (Conférence Internationale sur la Population et le Développement), la pauvreté persistante est influencée par les paramètres démographiques et vice versa. Les actions pour infléchir le niveau de pauvreté visent la modification des paramètres de la population c'est-à-dire la mortalité, la fécondité si la notion du « genre » est prise en compte. L'accès aux services qui favorisent la santé maternelle et infantile et le renforcement du pouvoir économique des femmes constituent ainsi la base des programmes soutenus par la communauté internationale et exécutés par le ENIUA P

➤ Pour l'UNICEF, la fourniture des services sociaux de base est l'une des voies les plus efficaces pour combattre la pauvreté, ces services comprenant l'éducation de base, les soins de santé primaire, les services de planification familiale, les services d'accès à l'eau potable et à l'assainissement et les programmes de nutrition. Selon le concept de "l'ajustement à visage humain" de plus en plus prôné par la plupart des institutions du Système des Nations Unies, et auquel adhère l'UNICEF, les programmes d'ajustement doivent prendre en compte la nécessité de permettre aux pauvres de participer au processus de développement et plus d'attention devrait être accordée dans ces programmes au niveau meso plutôt que macro-économique.

➤ L'OMS considère que la pauvreté est la première cause de mortalité et de morbidité. Ses programmes sont donc orientés vers une plus grande couverture et l'accès aux services de base en santé, plus particulièrement les services de santé maternelle et infantile.

➤ Les données de certains pays africains indiquent que la pauvreté a pris de l'ampleur au cours de ces dix dernières années. La proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 40,0% en 1983/84 à 50,5% en 1996, au Cameroun et de 36% en 1987 à 46% en 1994, à Sao-Tomé-et-Principe. Selon les estimations de la Banque Mondiale, 23% de la population est demeurée dans une situation d'abjecte pauvreté au Gabon, alors que ce pays a longtemps été considéré comme étant à revenu intermédiaire.

➤ La pauvreté semble être un phénomène essentiellement rural. Au Cameroun, par exemple, 55% des pauvres vivent en milieu rural contre 22% en milieu urbain. Au Congo, la situation devrait être prononcée dans les grandes villes en raison de la forte concentration des populations en milieu urbain.

➤ Au niveau des pays africains, la prise de conscience de l'importance du phénomène ainsi que l'urgente nécessité de la mise en œuvre d'actions correctives de ces tendances se sont traduites dans certains cas par l'adoption de programmes ou stratégies volontaristes de lutte contre la pauvreté. Un cas à citer est celui du Cameroun qui a adopté en décembre 1998, une déclaration de stratégie de lutte contre la pauvreté. Différents objectifs sont fixés et doivent permettre une amélioration de la qualité des ressources humaines et l'augmentation des revenus. Dans le domaine de la santé par exemple, l'objectif est de porter la couverture vaccinale à 95% contre 40% actuellement; dans le domaine de l'éducation, les objectifs visés sont un taux de scolarisation de 95% contre 76,3% en 1998 et une amélioration de la qualité de l'enseignement.

3. Evolution des secteurs sociaux.

a) Education.

➤ L'éducation est au centre de l'amélioration du bien-être de la population. En plus du fait qu'elle favorise le développement des capacités de l'individu, elle contribue à l'amélioration

80 déployé beaucoup d'efforts dans le domaine de l'éducation. Mais dans le cadre de la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurels, la part du budget consacrée à l'éducation a fortement baissé. Les différents taux de scolarisation enregistrés en Afrique Centrale reflètent cette situation, ils sont soit restés constants entre 1992 et 1994 au Congo et en République Centrafricaine respectivement 56% et 37%; ou ont chuté au Cameroun (de 50% en 1992 à 43% en 1997) et au Tchad (de 28% à 25% en 1994). Dans les autres pays, on enregistre une relative augmentation qui ne peut paraître qu'insuffisante en raison de l'inconsistance des ressources au regard de l'immensité des besoins.

➤ Le phénomène de l'abandon scolaire a également pris des proportions inquiétantes au point que dans certains pays 4 enfants sur 10 ne terminaient pas le cycle primaire pour la période 1992-95. Dans l'ensemble des pays, les taux d'alphabétisation des adultes sont en progression.

➤ L'un des grands défis dans le domaine de l'éducation en Afrique est de relever la qualité de l'enseignement. Les contraintes sont l'inadéquation de l'infrastructure par rapport aux effectifs des candidats à l'école, le manque d'équipement pour les salles de classes, l'insuffisance de support didactique, l'état de pauvreté des ménages et le manque de motivation des enseignants. Malgré la réduction du budget consacré à l'éducation, l'Etat reste le principal fournisseur des fonds destinés à ce secteur. En moyenne les dépenses publiques d'enseignement représentent, pendant la période 1993-96 5,4% du PNB ; ce qui est extrêmement bas ! Agir sur la qualité de l'enseignement implique le relèvement du niveau des dépenses publiques. Selon une étude menée dans les pays du Sahel, celles-ci devraient porter essentiellement sur les salaires des enseignants. En effet, les niveaux des salaires sont tellement bas et les conditions de travail si difficiles que d'une part l'on assiste à un exode des enseignants qualifiés et expérimentés et d'autre part beaucoup d'enseignants sont obligés d'exercer des activités qui leur procurent des revenus complémentaires leur permettant de mener une existence normale. Une révision de la structure des dépenses d'enseignement ainsi qu'une révision de la politique des salaires sont indispensables si la motivation des enseignants est une préoccupation au niveau des Etats africains en général.

b) Santé

➤ L'espérance de vie à la naissance varie de 44,9 ans pour la République Centrafricaine, à 63,90 ans pour Sao-Tomé-et-Principe, en 1997. Il y a eu une relative baisse de cet indicateur de 1992 à 1997 pour tous les pays de la sous-région sauf la Guinée Equatoriale où il est passé de 48 ans à 50 ans. L'évolution de cet indicateur indique qu'une amélioration des conditions sanitaires doit être recherchée. Celles-ci se sont dégradées dans les années 90 sous l'effet conjugué de la réduction des parts de budget allouées au secteur de la santé et de manière générale la paupérisation croissante de la population. De plus ces niveaux sont faibles lorsqu'on compare ces chiffres aux moyennes de certaines régions et au groupe des pays industrialisés. L'espérance de vie pour la même année s'élève à 70 ans pour l'Asie de l'Est, 62,7 ans pour l'Asie du Sud, 69,5 ans pour l'Amérique Latine et les Caraïbes et 77,7 ans pour les pays industrialisés.

➤ La mortalité infantile ainsi que la mortalité maternelle sont encore très élevées. Leurs niveaux en 1997 sont en dessous de ceux observés dans les pays émergents de l'Asie de l'Est et du Sud en 1970. En ce qui concerne la mortalité maternelle on enregistre des taux très élevés également. Elle est de 500 pour 100 000 naissances vivantes pour le Gabon à 1500 pour 100 000 naissances vivantes pour le Tchad alors que les moyennes pour l'Amérique Latine et Caraïbes, l'Asie de l'Est et les pays industrialisés sont respectivement de: 191, 96 et 13 pour 100 000. La baisse spectaculaire des niveaux de mortalité observée d'une manière générale en Afrique sur la période 1960 à 1970 ne s'est pas poursuivie et a même connu un certain ralentissement dans les années 90.

➤ Les mêmes tendances s'observent au niveau de la mortalité des enfants de moins de 5 ans : le taux le plus faible dans la sous-région, en 1997, qui est de 78 pour 1000 à Sao-Tomé-et-Principe, est de 10 fois supérieur à la moyenne des pays industrialisés pour la même année et 3 fois le taux de ce groupe de pays pour l'année 1970.

➤ Les programmes de santé demandent une participation plus accentuée des ménages, les Etats ne pouvant plus fournir les fonds nécessaires à l'entretien ou l'extension des infrastructures ou accorder des subventions pour l'acquisition de médicaments dits essentiels. Or l'état de pauvreté des ménages constitue à cet égard une contrainte de taille. En plus des initiatives de prise en charge par les communautés de base, une éducation de la population à l'hygiène et aux soins de santé primaire contribuera sensiblement à améliorer l'état de santé de la population.

PARTIE II

***La Mondialisation et ses effets sur
les économies de l'Afrique Centrale***

I - LA MONDIALISATION EST-ELLE UNE CONTRAINTE OU UNE NECESSITE ?

➤ Depuis la conclusion des négociations commerciales connues sous le nom d'Uruguay Round, l'économie mondiale est dominée par une libéralisation commerciale et financière suivie d'une multiplication des accords commerciaux à l'échelon régional ou international, de fusions d'entreprises et de constitution de grands conglomerats¹ financiers. Le commerce, les investissements transfrontaliers, la recherche de nouveaux marchés et l'impératif de la compétitivité internationale deviennent les grandes priorités de la politique extérieure de la plupart des États. Le nouveau vocable pour désigner ce nouvel ordre économique international (NOEI) est la mondialisation ou la globalisation².

➤ Ce concept dont les origines sont marquées du sceau du capitalisme libéral entamé en Europe occidentale au XIXème siècle est souvent défini comme étant l'extension de la taille des marchés, induite par la production des biens et la facilité du mouvement des facteurs de production, à l'échelle planétaire³. Dans son dernier panorama de l'économie mondiale⁴ le Fonds monétaire international (FMI) le définit comme « l'interdépendance économique croissante de l'ensemble des pays du monde, provoquée par l'augmentation du volume et de la variété des transactions transfrontières de biens et de services, ainsi que des flux internationaux de capitaux, en même temps que par la diffusion accélérée et généralisée de la technologie ». Pour d'autres, la mondialisation serait tout simplement le passage d'une multitude d'économies nationales distinctes à un système mondial d'échanges⁵. Etant donnée que cette extension géographique est accompagnée par une montée de l'interdépendance des marchés et de la création d'entreprises réseaux, à la mondialisation est souvent associé le terme "globalisation", qui exprimerait la complexité croissante de l'économie mondiale.

➤ Les deux termes, mondialisation et globalisation, qui sont généralement considérés comme étant des synonymes, traduisent la cause et la conséquence de la révolution de l'information. Elles sont favorisées par les spectaculaires progrès des nouvelles technologies des télécommunications et surtout par l'accroissement considérable des échanges commerciaux survenu au cours des dix dernières années. En effet, depuis la fin des années 90 à ce jour, le

¹ Voir Robert REICH : L'économie mondialisée. Paris Dunod 1993

² Voir COHEN Daniel : La mondialisation, un bouc émissaire ? In Problèmes Economiques, n° 2.544, 26 novembre 1977 Selon cet auteur « les termes mondialisation et globalisation sont généralement considérés comme étant des synonymes dans la littérature économique française et désignent l'extension de la taille géographique des marchés, accompagnée par une montée de l'interdépendance des marchés et de la création d'entreprises réseaux ». Mais aujourd'hui, la mondialisation n'est pas que l'expression du comportement des acteurs du marché (entreprises et banques). Elle est aussi le reflet de la libéralisation du cadre réglementaire encouragé par les États les plus puissants, notamment les États-Unis, qui pensent pouvoir tirer un maximum de profit de la libéralisation des échanges de marchandises, de services et des mouvements de capitaux.

³ COHEN Daniel : Ibidem

⁴ Fonds monétaire international, Les Perspectives de l'économie mondiale, Washington, mai 1997.

⁵ Voir Revue Croissance no 41 du 30 octobre au 20 novembre 1999 : Comment vivre sous la contrainte de la mondialisation. P7.

commerce mondial a progressé deux fois plus rapidement que la production mondiale⁶, les investissements directs étrangers, trois fois plus vite, et les opérations boursières et les opérations sur devises, dix fois plus vite⁷.

➤ C'est un processus qui ne concerne pas uniquement l'économie, mais aussi la culture, la technologie et la bonne gouvernance. A travers elle, les individus et les groupes d'individus forment des réseaux et subissent les conséquences d'événements survenus dans chaque coin du monde. L'exemple le plus récent est celui de l'effondrement de la monnaie Thaïlandaise, Le Baht, qui a non seulement provoqué une crise économique en Asie du Sud-Est, mais a aussi entraîné une baisse de la demande mondiale et, par voie de conséquence, une baisse généralisée des recettes d'exportation des pays exportateurs.

➤ Un autre fait remarquable est que dans cette nouvelle superstructure qualifiée de village planétaire, il n'y a plus de place pour que l'Etat édicte ses lois. Il doit simplement se convertir pour laisser faire, si besoin est, mais il doit, chaque fois, aider le marché à se parfaire.

➤ Le fondement logique de ce nouvel ordre économique international s'articule sur les idées suivantes :

- Des ensembles régionaux de libre-échange sont créés dans une première phase ;
- Des règles internationalement admises assurent la libre concurrence dans le respect de normes du marché et la théorie des avantages comparatifs est sensée assurer à chaque pays sa place sur le marché mondial ;
- La libéralisation des économies entraîne la dérégulation des secteurs économiques autrefois administrés par l'état ;
- La nouvelle qualification des hommes, l'excellence de gestion et la flexibilité de l'emploi deviennent les mots d'ordre de l'entreprise soumise à la loi des marchés commerciaux et financiers ; et
- L'état se désengage de son rôle d'opérateur économique et les services publics sont privatisés.

➤ Qu'elle soit une contrainte ou une nécessité, la mondialisation de l'économie est en train de changer les structures ainsi que les rapports de forces entre acteurs économiques. Dès lors que, pour tout changement majeur, il faut toujours essayer d'en connaître les causes, les effets et les orientations, trois questions se posent :

- Quels sont les déterminants de ces changements ?
- Quels sont les impacts de la mondialisation sur les économies des pays de la sous région notamment sur leur processus d'intégration ?
- Faut-il une politique active particulière afin de saisir les bénéfices de ces changements et d'en limiter les pertes ?

⁶ Ceci est dû en grande partie à l'abaissement des prix des transports et des communications. En effet, entre 1930 et 1990, le prix moyen facturé pour chaque km de transport aérien a baissé de 0.68 à 0.11 dollars ; celui d'une communication téléphonique de trois minutes entre Londres et New York est passé de 244,65 à 3,32 dollars. Entre 1960 et 1990, le coût d'une unité de puissance informatique a décliné de plus de 99 %. De l'amélioration des communications est née une innovation organisationnelle : la firme multinationale.

- La présente partie de l'étude constitue un début de réponse à ces questions.

Encadré 1 : L'Afrique et la mondialisation

L'Afrique a vécu la mondialisation en acteur passif et impuissant depuis la colonisation. Cependant, le type de mondialisation qu'elle vit aujourd'hui est différent à plus d'un égard :

- **Nouveaux marchés** : les marchés financiers et des échanges sont interconnectés à l'échelle mondiale. Les transactions sont réalisées à distance, en temps réel ;
- **Nouveaux outils** : Ce sont les liaisons Internet, les téléphones cellulaires, les grands groupes de communication, les avions à grande vitesse, qui véhiculent la mondialisation ;
- **Nouveaux acteurs** : C'est l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), dont l'autorité s'exerce sur les gouvernements nationaux ; les entreprises multinationales, dont le pouvoir économique dépasse celui de bien de pays ; ainsi que les réseaux des organisations non-gouvernementales et d'autres mouvements transcendant les frontières nationales ;
- **Nouvelles règles** : En font partie les accords commerciaux multinationaux sur les échanges, les services et la propriété intellectuelle qui s'appuient sur de puissants mécanismes d'application forts contraignants pour les gouvernements nationaux, réduisant ainsi la marge de manœuvre des politiques nationales.

II. LES GRANDS DETERMINANTS DE LA MONDIALISATION

- La mondialisation qui se traduit par la déréglementation des économies nationales, la globalisation des stratégies d'entreprises et par la constitution d'alliances entre acteurs internationaux de premier plan se fondent sur une multitude de déterminants qui jouent les uns sur les autres et restructurent le Nouvel Ordre Economique International (NOEI) . Parmi les principaux déterminants on peut citer notamment :

- La libéralisation commerciale ;
- La globalisation des marchés et l'ascension des multinationales ;
- La nouvelle compétitivité qui en découle et, enfin
- La multiplication et la généralisation des innovations technologiques et financières⁸.

- Cette nouvelle vision s'articule sur une interdépendance accrue des économies du monde, grâce notamment à la chute des barrières douanières⁹, à la libéralisation et la déréglementation financière et surtout à la révolution informatique qui a rapproché les différents pays du monde.

A. La libéralisation commerciale

- La libéralisation commerciale qui va de pair avec la globalisation des marchés financiers s'identifie avec les systèmes de production intégrés contrôlés par les entreprises multinationales. Celle-ci n'aurait pu avoir lieu sans la révolution dans les technologies de la communication, notamment la révolution informatique . Elle est aussi renforcée par la libéralisation du cadre réglementaire régissant le commerce mondial et surtout le démantèlement des barrières

⁸ Voir Samuel C.NANA SINKAM : Le Cameroun dans la globalisation. Conditions et prémisses pour un développement durable et équitable. Editions CLE Yaoundé 1999.

⁹ Pour garantir le respect de ce nouveau paradigme, les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont levé la plupart des entraves à la circulation des marchandises et des capitaux afin de stimuler le commerce mondial et attirer des capitaux, notamment les investissements étrangers

commerciales et l'établissement d'un ensemble de règles et de mécanismes d'arbitrage efficaces qui ont suivi les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round de 1994 et la création de l'OMC. Avec la chute des barrières douanières et la déréglementation financière, les marchés se sont globalisés et l'on a vu naître petit à petit un paradigme nouveau : La financiarisation de l'économie mondiale. Elle est illustrée par de fabuleux volumes des transactions financières quotidiennes sur les marchés des changes et par la création de nouveaux produits financiers sophistiqués, tels que les produits dérivés qui contribuent et accélèrent l'interdépendance des économies du monde. Cette « financiarisation » de l'économie mondiale est aussi facilitée par les activités spéculatives¹⁰ des grands groupes financiers¹¹, composés pour la plupart de fonds de pension américains et japonais et des entreprises multinationales. Le volume de ces transactions financières est 70 fois supérieur à celui du commerce de biens et services et cette tendance connaît une progression régulière.

B. La déréglementation et la globalisation des marchés financiers

➤ Alors que la globalisation des marchés s'identifie à l'extension territoriale de l'influence des entreprises multinationales, la déréglementation est l'expression qui a consacré la puissance des groupes financiers possédant d'énormes moyens pécuniaires dont les activités spéculatives se chiffrent à un volume journalier dépassant les 1500 milliards de dollars¹². Ces groupes sont capables de faire passer librement et instantanément les capitaux d'un pays à l'autre en défiant n'importe quelle autorité. Ils sont capables de favoriser la postérité ou au contraire provoquer des récessions aux conséquences catastrophiques dans n'importe quelle partie du monde. En outre, moins de 20% du volume journalier des marchés des changes est consacré à des investissements productifs et à des flux de biens et services réels.

C. L'ascension des multinationales

➤ L'autre fait fondateur de la mondialisation¹³ est la concentration des sociétés multinationales dont un nombre de plus en plus réduit de groupes industriels et financiers contrôlent l'essentiel de la production et de la circulation de biens et services dans le monde¹⁴. Parfois, moins d'une dizaine d'entreprises multinationales contrôlent près de la moitié du marché mondial. On estime que le chiffre d'affaires cumulé de quelques 200 entreprises multinationales équivaut au quart

¹⁰ Une de leur prouesse récente date de la dernière crise monétaire et financière asiatique avec les attaques contre les monnaies indonésienne, malaisienne, philippine et thaïlandaise.

¹¹ L'un des plus puissants de ces groupes, le Quantum Group, dirigé par George Soros et installé aux Iles Caïman, posséderait un arsenal estimé à plus de 10 milliards de dollars. La force des spéculateurs réside dans le fait que pour chaque dollar investi, ils peuvent emprunter jusqu'à 10 dollars pour se couvrir. Ainsi donc, avec ses 10 milliards de dollars de fonds de pension, Quantum disposerait d'une force de frappe virtuelle de 100 milliards de dollars.

¹² À titre de comparaison les réserves de l'ensemble des banques centrales du monde s'élèvent à 1200 milliards de dollars selon les données du FMI.

¹³ Les chiffres d'affaires annuels de certains groupes dépassent parfois de loin le PNB de nombreux pays en voie de développement et même de certains pays développés. Par exemple, en 1994, le chiffre d'affaires de General Motors, le plus grand fabricant d'automobiles dans le monde, dépassait le PNB de la Turquie ou du Danemark. Toujours en 1994, le PNUD révèle que le chiffre d'affaires cumulé des cinq (5) plus grands groupes multinationaux était supérieur au PNB combiné de l'Afrique au Sud du Sahara et de l'Asie du Sud-Est!

¹⁴ Des noms comme General Motors, Daewo, Toyota, Shell, Exxon, CNN, etc. évoquent autant de groupes multinationaux qui pratiquement

du produit national brut (PNB) mondial. Et pourtant, ces entreprises n'emploient que 0,75% de la main-d'œuvre dans le monde. Cette concentration touche toutes les sphères de la vie économique et financière.

D. La question de la compétitivité

➤ La mondialisation a aussi été favorisée par la recherche de compétitivité entre les pays industrialisés engagés dans une lutte commerciale de tous les instants. Cette considération a poussé les entreprises et les Etats à améliorer leur capacité concurrentielle tant sur les marchés sous-régionaux qu'internationaux. Refuser de s'inscrire dans une telle relation de compétition aurait signifié accepter de vivre de façon autarcique. Ce qui est inconcevable dans la nouvelle économie mondiale régie par les règles découlant des Accords de l'OMC.

E. Multiplication et généralisation des innovations technologiques et introduction de nouveaux produits

➤ A l'heure où le coût des communications est en chute libre et où les outils innovants sont d'un usage de plus en plus facile¹⁵, le développement des nouvelles technologies et leur utilisation dans tous les secteurs jouent un rôle fondamental dans l'interdépendance croissante des marchés et des activités de production. Elles sont à la base de la chute des barrières du temps et de l'espace et ont rapproché le monde entier avec lui-même. Elles constituent le moteur de la mondialisation et c'est grâce à elles que le commerce électronique inconnu hier, est devenu un nouveau produit d'échanges. De 2,6 milliards de dollars des EU en 1996, on estime qu'il passera à plus de 300 milliards de dollars en 2002. Ce qui modifiera littéralement la carte du commerce mondial¹⁶.

III. IMPACTS DE LA MONDIALISATION SUR LES ECONOMIES DE LA SOUS-REGION

➤ Avec la mondialisation, on assiste dans les pays d'Afrique Centrale à une ouverture de leurs frontières aux produits en provenance du reste du monde. Ceci est illustré en partie par les tableaux 1 et 2 qui font ressortir la faiblesse de leurs échanges qui sont majoritairement dirigés ou sont en provenance des pays extérieurs à la sous-région. C'est dans la recherche d'un équilibre dans leur commerce et, aussi pour mieux se positionner par rapport à l'économie mondiale, selon les critères de la compétitivité internationale que les pays concernés se sont attaqués aux obstacles tarifaires, à la modification du taux de change de leur monnaie. Malgré ces choix stratégiques, les indicateurs d'intégration tels que le rapport des échanges au produit national brut (X+M)/PIB pour mesurer, le degré d'intégration de l'Afrique centrale reste faible.

¹⁵ Voir PNUD: Rapport mondial sur le développement humain 1999.

¹⁶ Voir L. NSEKE La maîtrise des nouvelles technologies un impératif pour les PVD. In revue "Afrique expansion mag" Numéro 5 4 ième trimestre 1999

Tableau 1 : Part des échanges intra-Afrique Centrale, 1991- 1995 (en %)

PAYS	X/PIB	M/PIB	X/(X+M)	M/(X+M)	(X+M)/PIB
Angola	2.00	0.03	98.60	1.40	2.03
Burundi	0.17	1.28	11.92	88.08	1.45
Cameroun	0.12	0.67	15.36	84.64	0.79
Congo Brazzaville	0.26	0.13	66.63	33.37	0.38
Gabon	0.11	0.47	19.00	81.00	0.58
Guinée Equatoriale	0.00	19.68	0.00	100.00	19.68
République Centrafricaine	0.48	0.19	72.02	27.98	0.67
Rép. Dém. Congo	0.00	0.00	40.25	59.75	0.01
Rwanda	0.02	0.44	4.48	95.52	0.46
Sao Tomé & Principe	8.30	8.54	49.29	50.71	16.83
Tchad	0.55	0.23	70.64	29.36	0.78

Source : Calculs du CDSR-AC sur la base des données statistiques publiées par :
la Banque Mondiale (African Development indicators 1998/99) la CEA (Compendium des statistiques du commerce intra-africain et des échanges extérieurs de l'Afrique, 1997)

NB : X = Exportations ;
M = Importations

➤ Le faible taux de participation de l'Afrique centrale à la mondialisation est dû en partie à l'absence d'industries manufacturières pour faire face à la concurrence des produits venant d'ailleurs. Cette absence est aggravée par la crise de l'endettement qui a déclenché un processus d'ajustement structurel assorti de conditionnalités pour avoir accès aux investissements extérieurs. De plus, les contrecoûts de la crise économique asiatique ont atteint de plein fouet deux des pays de la sous-région : le Cameroun (60% de sa production de bois se vendait en Asie) et le Gabon. En effet, les exportations vers l'Asie de bois de construction de ces deux pays ont fortement chuté, entraînant des compressions de personnel et des fermetures d'usines. Le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad qui sont tributaires des exportations de pétrole brut ont aussi accusé de fortes pertes de leurs recettes d'exportations à cause de la baisse des cours mondiaux des produits énergétiques. C'est ainsi qu'en 1998, le Cameroun et le Gabon ont enregistré respectivement une chute de 16,2% et 21,1% de leurs recettes tirées du pétrole. La perte des recettes provenant du bois a été de 4,6% pour le Cameroun, et de 9,9% pour la Guinée Equatoriale ¹⁶

Tableau 2 : Part des échanges des pays de la CEEAC dans les échanges avec le reste du monde, 1991-1995 (en %)

PAYS	X/M	X/PIB	M/PIB	X/(X+M)	M/(X+M)	(X+M)/PIB
Angola	237.12	54.77	23.10	70.34	29.66	77.87
Burundi	39.46	7.28	18.44	28.29	71.71	25.72
Cameroun	144.90	22.98	15.86	59.17	40.83	38.84
Congo Brazzaville	188.63	38.17	20.24	65.35	34.65	58.41
Gabon	286.33	55.27	19.30	74.12	25.88	74.57
Guinée Equatoriale	66.41	35.78	53.88	39.91	60.09	89.66
République Centrafricaine	51.64	8.15	15.79	34.05	65.95	23.95
Rép. Dém. Congo	101.16	9.36	9.25	50.29	49.71	18.62
Rwanda	26.97	4.47	16.58	21.24	78.76	21.05
Sao Tomé & Príncipe	19.27	7.09	36.82	16.15	83.85	43.92
Tchad	56.42	10.35	18.34	36.07	63.93	28.69

➤ La sous-région reste donc vulnérable aux chocs exogènes et du coup sa participation aux échanges mondiaux s'est vue effritée. Si les pays d'Afrique centrale veulent bien gérer la mondialisation, ils auront besoin d'ajuster leur portefeuille d'activités en se mettant dans des ensembles sous-régionaux favorisant la coopération et l'établissement d'institutions communes. La régionalisation apparaît donc comme une option pour les pays africains pour mieux s'insérer dans le processus en cours.

A. Libéralisation commerciale et performances économiques

➤ Selon un consensus qui s'est dégagé depuis la signature des accords de l'Uruguay Round, la mondialisation va procurer des avantages à l'Afrique dans la mesure où les entreprises africaines vont plus facilement accéder aux marchés d'exportation et gagner rapidement de l'expérience leur permettant d'améliorer leur productivité globale. Ces transformations considérables auront un grand impact (positif) et pourront présenter certains avantages pour les pays d'Afrique Centrale si celles-ci sont intelligemment exploitées. Dans le cas contraire les retombées seront plutôt négatives.

a) Impacts positifs de la mondialisation.

➤ La mondialisation (globalisation) fait référence spécifiquement à l'établissement de marchés de plus en plus intégrés quant à la technologie, à l'investissement, à la production, à la distribution et à la consommation. Les implications de ce NOEI incluent une forte mobilité des facteurs de production, y compris le capital, les ressources humaines et autres ressources financières, la connaissance, des réseaux de télécommunication et de transport d'une extrême rapidité permettant d'agir efficacement dans plusieurs pays et en même temps.

- **Possibilités d'accès à de nouveaux marchés**

➤ L'un des premiers avantages de la mondialisation est la possibilité d'accéder à certains marchés commerciaux et même financiers des pays développés. Les pays d'Afrique Centrale pourraient bénéficier notamment davantage d'investissements directs étrangers pour le financement de leur développement. Mais, ici encore, il faut répondre à certains critères stricts de l'économie du marché et surtout, mener une politique de libéralisation et de déréglementation tous azimuts. Cependant, la crise asiatique a montré qu'une telle politique risque d'être suicidaire, car elle encouragerait plus probablement les forces spéculatives que les investissements productifs.

- **Prise de conscience de la nécessité d'être plus compétitif**

➤ Probablement la mondialisation contribuera à la prise de conscience par beaucoup d'entreprises africaines de la nécessité d'être plus compétitives. Cela les poussera à une plus grande rigueur dans la gestion de leurs affaires afin de réduire leurs coûts de production. Mais tous ces avantages liés à la mondialisation sont difficiles à exploiter, surtout dans un contexte de concurrence exacerbée qui fait peser de graves menaces pour l'Afrique.

b) Menaces.

➤ Une étude de la CEA¹ estime que la chute des tarifs douaniers, la libéralisation et la déréglementation imposées à l'Afrique vont lui coûter environ 1,2 milliards de dollars annuellement sous forme de pertes de recettes d'exportations, d'exonérations fiscales et de moins values sur les droits de douane sur un certain nombre d'importations. L'ouverture des marchés africains à la concurrence par les produits fabriqués par des groupes multinationaux ayant des coûts beaucoup plus bas et disposant de plus de moyens pour faire baisser leurs prix risque d'entraîner la faillite de nombreuses entreprises dans les pays concernés.

➤ Une autre menace qui guette les économies africaines est la vague de privatisations sans discernement et de libéralisation qui affaiblissent le contrôle et le rôle de supervision de l'Etat² sur l'économie nationale alors que son action est nécessaire pour permettre à la concurrence interne et internationale de produire des effets positifs. En effet, les programmes de privatisations vont pousser des secteurs entiers de l'économie sous le contrôle du capital étranger³. Or un contrôle étranger de secteurs clés ou stratégiques des économies de la sous-région ne peut être dans son intérêt, car il affaiblit sa souveraineté et peut influencer négativement son développement.

---

¹ Voir CEA Document E/ECA/CM.23/8 :Après les négociations du Cycle d'Uruguay: Défis mondiaux et solutions africaines dans certains domaines.

² Le concept de secteur public devient synonyme de frein à la privatisation pour les défenseurs de l'ultra libéralisme, or la globalisation est l'expression de l'ultra libéralisme. Bien que de nombreux domaines d'intervention de l'Etat soient remis en cause par la globalisation, l'Etat a encore un rôle très

➤ Enfin, une libéralisation et une déréglementation forcées pour attirer les investisseurs étrangers, peuvent être très dangereuses pour l'avenir des économies de la CEMAC car elles risquent seulement de favoriser les activités spéculatives sans pour autant entraîner un afflux significatif de capitaux liés à de vrais investissements productifs. Il y a donc une nécessité impérieuse d'examiner de près ce que les gouvernements peuvent et devraient faire, lorsque leur propre marché leur échappe et que leur périmètre d'intervention est simplement local.

c) Les conséquences négatives de la mondialisation pour les pays africains

➤ Certaines analyses ont fait croire que la mondialisation apporterait une convergence dans la distribution des revenus émanant de la mise en œuvre des accords de l'UR⁴. Cependant, les opportunités et les retombées positives de ceux-ci se retrouvent réparties de manière inégale et inéquitable. Un petit groupe de pays et d'entreprises se partagent malheureusement le pouvoir, les revenus, les ressources et la richesse, condamnant ainsi les autres en l'occurrence les pays en développement à la marginalisation.

➤ La mondialisation engendre de nouvelles menaces pour la sécurité économique dont la récente crise financière mondiale 1997/1999 en est une illustration, spécialement pour les pays en développement. Au niveau de l'Afrique Centrale la sécurité de l'emploi et du revenu est menacée par les dégâts occasionnés par la restructuration de l'économie et des entreprises et par le démantèlement des organismes de protection sociale. Ainsi, les pertes d'emplois massives qui accompagnent les restructurations constituent une autre illustration de l'insécurité économique découlant de la mondialisation.

B. Mondialisation, et déclin du rôle de l'Etat

➤ La mondialisation privilégie partout l'initiative privée, la libre concurrence, l'ouverture des marchés nationaux et la compétitivité. Or toutes ces injonctions aussi pertinentes et judicieuses soient-elles, devraient être relues à la lumière de la priorité de remettre à niveau l'économie et la société africaines qui ont encore besoin de l'Etat pour la mise en place de ses infrastructures de base. Pour bien comprendre les enjeux, il suffit de se référer à un exemple historique de l'Europe, qui, détruite au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, n'aurait pas pu être rapidement reconstruite sans le rôle déterminant joué par le secteur public à travers le plan Marshall.

➤ Partout, l'État est en proie à des difficultés, même là où il semblait auparavant fonctionner convenablement. La mondialisation assigne à l'Etat une stratégie à deux volets:

- Le premier volet de cette stratégie consiste à adapter le rôle de l'État à sa capacité d'action. Là où cette capacité est limitée, il faudra évaluer avec soin comment /et où l'État doit intervenir. Toutefois, il ne s'agit pas seulement ici de décider ce qu'on peut et ne peut pas faire, mais aussi de savoir comment le faire.

⁴ CEA Document op.cit

- Le deuxième volet de la stratégie consiste donc à accroître la capacité de l'État en revivifiant les institutions. Pour cela, la mondialisation dicte à l'Etat africain l'adoption de nouvelles règles de fonctionnement et des garde-fous de bonne gouvernance.

➤ Parmi les nouvelles propositions à examiner dans les négociations futures au sein de l'OMC, l'Afrique devrait réfléchir sur une politique adéquate de réhabilitation du rôle de l'Etat si elle veut se donner la chance de contribuer activement à la globalisation de l'économie mondiale, dans la paix, le développement et le progrès.

C. Mondialisation et bonne gouvernance

➤ On peut admettre que la bonne gouvernance telle qu'elle est perçue aujourd'hui est un concept qui trouve présentement sa légitimité dans le contexte historique de la mondialisation et de la pensée unique qui en découle. Sur le plan politique, cette dernière met l'accent sur l'Etat de droit démocratique et sur le plan de la pratique économique, elle privilégie le libéralisme. Dans les modalités d'appréciation de la bonne gouvernance, les sources bilatérales d'aide et de coopération prêtent une attention plus soutenue aux impératifs politiques⁵. Les sources multilatérales focalisent leurs appréciations sur les aspects financiers et économiques⁶ de la gouvernance mais n'oublient pas les aspects politiques de la question. Le concept est utilisé comme facteur pesant de plus en plus lourdement dans les conditionnalités qu'appliquent les sources bilatérales et multilatérales d'aide et de coopération pour allouer leurs appuis à tel ou tel pays demandeur d'aide. D'où la nécessité d'avoir un consensus minimal quant au contenu de ce concept ainsi qu'aux limites éventuelles de son applicabilité et aux conditions équitables de son application⁷.

➤ Dans la mouvance de la pensée unique, certains aspects majeurs de la bonne gouvernance font aujourd'hui l'objet d'un consensus qui repose sur l'aptitude d'un système étatique à démontrer que sa gestion des affaires publiques respecte un certain nombre de critères communs dont les principaux sont : i) la transparence, ii) la responsabilité, iii) la liberté d'expression des individus, des populations et des médias, iv) et enfin, l'indépendance de la justice pour veiller à l'application rigoureuse des lois et des règlements par tous et partout. Malheureusement, chacun de ces critères de base donne lieu à des nuances dans l'interprétation de son contenu, au regard notamment des conditions spécifiques du pays d'application, d'autant que ces critères sont interdépendants, quand ils ne couvrent pas, tout au moins en partie, les mêmes domaines d'analyse.

---

⁵ Dans cette optique, l'assistance bilatérale a introduit une nouvelle conditionnalité politique dans ses relations avec les pays africains dont la pierre angulaire est l'Etat de droit régi par des dispositions d'une constitution élaborée et adoptée dans le cadre d'un système politique multipartite.

⁶ Ici les institutions multilatérales se réfèrent directement à la bonne allocation et la bonne utilisation des ressources, le fonctionnement transparent des marchés publics, la lutte systématique contre la corruption, la fraude et les détournements de fonds publics, mais également la participation, la légalité ou l'Etat de droit

⁷ Cette réflexion est d'autant plus opportune qu'avec les progrès réalisés par le processus de globalisation en cours et avec l'idée qu'on se fait de l'économie mondiale dont l'image qui prévaut est celle du village planétaire, il devient pourtant possible, pour des raisons multiples et diverses, de jeter injustement le discrédit sur un pays dont la gouvernance n'est pas pire que celle d'un autre, ou d'abaïsser

Encadré 2 : La bonne gouvernance en question

La mondialisation et la bonne gouvernance de l'État en Afrique subsaharienne, sont source de crises dont l'origine se trouve dans l'essence même de l'État. A ce niveau il devient évident que la bonne gouvernance est une condition *sine qua non* à la participation et à la mobilisation des populations pour la réalisation d'objectifs communs et rime avec la transparence dans la gestion de la chose publique.

Alors que dans les pays riches, le déficit de transparence conduit à des dysfonctionnements, avec des incidences pouvant affecter la capacité des États à mobiliser les ressources nationales au service de l'aide et de la coopération internationales, dans les pays Africains, dépendant de la solidarité mondiale pour leur développement, toute insuffisance dans la transparence des actes étatiques, légitime les mesures de rétention, de suspension voire d'annulation des flux de l'aide promise avec des effets fâcheux sur les populations nécessiteuses.

Mais il ne sert à rien que la transparence dans les actes étatiques fasse ressortir des insuffisances et lacunes si l'exercice de la responsabilité n'est pas là pour veiller à la correction des dysfonctionnements relevés¹. D'où la **responsabilité** est un critère de bonne gouvernance dont l'application dépend directement de la transparence. Elle est à la base de la capacité générale d'interpellation de l'État et de ses démembrements pour des actes illicites ou répréhensibles.

La liberté individuelle et collective d'expression comme indicateur de bonne gouvernance fait référence entre autres au statut consenti aux organes de presse, d'information et de communication. La liberté d'expression des individus et des communautés est indispensable pour évaluer la transparence et juger la responsabilité. Les actes étatiques génèrent des effets directs ou indirects, positifs ou négatifs sur les populations. L'appréciation de ces effets dépend de la qualité de la transparence, laquelle nourrit les réactions des populations qui en ont bénéficié ou souffert, le tout étant sanctionné au nom de la responsabilité.

L'indépendance de la justice. Quelle serait l'opérationnalité de critères tels ceux de la transparence, de la responsabilité ou de la liberté d'expression s'ils n'étaient servis par une justice indépendante qualifiée pour connaître de tous les délits? Si les délits sont d'ordre politique, la justice devrait être à même de vérifier la constitutionnalité des actes étatiques (rôle d'une cour constitutionnelle) et de vérifier la régularité des opérations électorales. S'agissant enfin des délits d'ordre financier et budgétaire, les actes condamnables, parce que fondés sur des pratiques de corruption, de malversation de prévarication, les procédures d'observation, de contrôle, de dénonciation, d'évaluation et de sanction devraient être codifiées et systématisées.

¹ Le terme anglo-saxon d'*accountability* est plus explicite que celui de la responsabilité, dans la mesure où il fait ressortir une obligation de rendre compte et d'accepter une sanction codifiée, tendant à mettre un terme et à corriger la situation incriminée, voire à dédommager les victimes. Une telle démarche signifie que l'État n'est pas infaillible, ses actes peuvent être répréhensibles, condamnables et donner lieu à compensation pour les dégâts injustement causés. La deuxième Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD II) qui a adopté le 21 octobre 1998 un Plan d'Action pour le développement de l'Afrique du 21ème siècle et la bonne gouvernance considère la responsabilité comme une condition de base du développement au même titre que la paix et définit en six points le contenu de la bonne gouvernance : i) le renforcement de la légitimité constitutionnelle et démocratique, ii) le renforcement des institutions essentielles à la bonne gouvernance et à la démocratie, iii) la promotion des droits de l'homme et de l'état de droit, iv) la consolidation des fonctions de responsabilité et de la transparence des administrations publiques, v) la promotion de la culture de tolérance et, vi) la promotion de la justice sociale aux moyens d'un développement équitable qui transcende les groupes ethniques, régionaux ou tribaux.

D. Mondialisation et politiques sociales

➤ Aujourd'hui, la globalisation de l'économie mondiale provoque une accélération du rythme des innovations et une réorganisation internationale du travail suivie par la remise en cause de l'Etat-Providance et la montée conséquente des inégalités sur le marché du travail. Cependant dans les circonstances actuelles, il est difficile d'évaluer les effets sociaux découlant de la mondialisation au niveau des pays africains. Les théories et modèles actuels en matière de développement nous éclairent mal sur la façon de réconcilier les préoccupations économiques et sociales du marché.

➤ Sur le plan social, l'argument principal souvent avancé est qu'en accélérant la croissance économique dans les pays pauvres d'Afrique, et en créant des opportunités d'emploi pour les pauvres, la mondialisation a des potentialités de réduire la pauvreté. Dans cette optique, l'accent est souvent mis sur les flux commerciaux, l'investissement direct étranger (IDE) et les mouvements du capital financier à même de favoriser la création d'entreprises, augmenter les salaires des travailleurs. Selon cette théorie, la mondialisation est supposée jouer positivement sur la croissance économique des Nations, et par conséquent sur la réduction de la pauvreté de manière à renforcer la cohésion sociale. Quand bien même certains pays, secteurs ou catégories de personnes en auraient déjà bénéficié, le bilan de la mondialisation au niveau d'Afrique Centrale coïncide avec une certaine régression en termes de développement humain.

➤ Au niveau de la CEMAC par exemple, les mesures d'austérité adoptées dans le cadre des PAS ajoutées à la crise économique que traversent les pays de la sous-région depuis 70, ont eu des répercussions défavorables sur le niveau de vie des populations urbaines et rurales ayant conduit à la dégradation des conditions sociales d'existence. Au cours de la période 1987-89, l'accès aux services de santé était réservé à 41 % de la population camerounaise, contre 81% au Congo et 90% au Gabon. Depuis lors la situation n'a fait que s'empirer¹.

➤ Sur le plan de l'emploi on doit reconnaître que la mondialisation est une nouvelle révolution industrielle qui a des répercussions multiples sur le marché du travail, et qui peut contribuer à l'aggravation des inégalités salariales et du chômage. Les nouvelles exigences de l'emploi vont notamment porter à la fois sur les qualifications des travailleurs (en augmentant le niveau minimum du capital humain requis de ces derniers, quel que soit leur niveau de formation), l'organisation hiérarchique du travail et l'organisation spatiale du travail (localisation, voire délocalisation, nationale et internationale des unités de production). Mais, force est aussi de reconnaître qu'en de bénéfices ceux-ci ne seront pas toujours répartis équitablement. Certaines catégories de travailleurs courent le risque d'être pénalisées en termes de salaire ou d'emploi de façon irréversible. En d'autres termes, la mondialisation va exercer une pression considérable sur les droits et conditions de vie des travailleurs².

¹ Voir D. GBETNKOM et ONJIKAM : Globalisation des économies et pauvreté en Afrique: Cas du Cameroun. Communication faite au Séminaire sur la gestion des politiques macro économique et la pauvreté. Université de Yaoundé II Avril 1998.

² Ceci se fait directement, par la concurrence par les coûts et les inégalités salariales. Indirectement en accentuant et en soumettant les

➤ Dans le secteur social, l'effort d'adaptation requis pour faire face aux mutations en cours sera certes très grand, et la transition sera sans doute douloureuse pour certaines catégories de la population active. Mais c'est une étape nécessaire, par laquelle les économies de la sous-région devront passer pour profiter un jour des opportunités futures de cette nouvelle économie globale.

E. Réforme du secteur financier

➤ La fragilité du secteur financier en Afrique découlerait en partie de la faiblesse des politiques économiques en général. Par conséquent, la réforme du secteur viserait prioritairement l'adoption de politiques économiques libérales donnant une autonomie accrue aux banques centrales leur permettant de combattre l'inflation et de faire appliquer des pratiques bancaires saines.

➤ Il y a déjà eu dans ce sens un assainissement et une restructuration substantiels du secteur financier en Afrique Centrale entrepris dans le cadre de réformes macroéconomiques globales. De plus, l'accent a été mis sur le renforcement du contrôle bancaire et des règles prudentielles pour libéraliser les flux de capitaux.

➤ Avec les technologies de l'information et l'entrée en scène de gros investisseurs institutionnels, il se pourrait que des capitaux puissent circuler d'un pays à l'autre à la recherche des meilleurs rendements. Mais, dans ces circonstances, le marché devra surveiller plus étroitement les politiques économiques des pays, pour éviter que des erreurs, surtout celles qui peuvent entraîner une mauvaise évaluation, causent des réactions immédiates et se soldent par un mouvement inverse des flux de capitaux.

F. Les effets de la crise asiatique et la nouvelle architecture de l'économie mondiale

➤ Ce qui est qualifié de crise asiatique³, est née en Thaïlande et très rapidement l'onde de choc s'est propagée vers les pays voisins et son intensité n'a cessé de croître. L'Asie du Sud-Est a été vite submergée, la Corée du Sud - onzième économie mondiale - et des places financières plus périphériques, comme celles du Brésil et de la Russie ont, peu après suivi le mouvement. Les techniques traditionnelles de gestion de crise (intervention des banques centrales, suspension automatique des cotations, etc.) n'ont été d'aucun secours. Tous les pays pris dans la tourmente ont connu des dévaluations sauvages et des compressions drastiques de leurs marchés boursiers. Pour éviter un effondrement de leur système bancaire, la Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie et la Corée du Sud ont été contraintes de recourir au Fonds monétaire international (FMI) et d'appliquer des programmes de restructuration aux effets inévitablement récessifs.

➤ A la différence de l'expérience mexicaine de 1994-1995, l'engagement financier le plus important de l'histoire du FMI n'a cependant réussi ni à stopper, ni même à atténuer la force de la tempête venue d'Orient⁴. La crise n'a fait que s'amplifier, malgré l'annonce par le Fonds de

³ Voir article de Philip S. Golub: L'incontrôlable contagion de la crise financière asiatique In Le Monde diplomatique janvier 1997 Pages 18 et 19 " Le monde de la haute finance, se laisse seulement comprendre si l'on a conscience que le maximum d'admiration va à ceux-là mêmes qui fraient la voie aux plus grandes catastrophes "

⁴ Après avoir octroyé 23 milliards de dollars à l'Indonésie et 17 milliards à la Thaïlande, le FMI a annoncé, le 4 décembre, un programme d'aide à la Corée d'un montant total de 57 milliards de dollars, dont 21 provenant du Fonds lui-même. Le FMI et le Trésor

son programme d'aide d'urgence aux pays asiatiques.

IV. MONDIALISATION ET REGIONALISATION

A. Processus d'intégration des économies de la sous-région.

➤ C'est pour affronter les défis de la mondialisation, que les pays de la sous-région se sont réunis le 24 juin 1999, au sein de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, à Malabo, en République de Guinée Equatoriale et ont réaffirmé leur volonté de renforcer le processus d'intégration de leurs économies afin de favoriser le développement de la coopération entre leurs peuples. Ils ont renouvelé leur détermination à faire de l'intégration un puissant moteur de développement aux niveaux national et régional et un puissant ressort pour absorber tous les chocs en permettant une plus grande participation des opérateurs économiques africains au développement et à l'exploitation rationnelle des ressources naturelles à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale. A cet effet et dans le cadre de la mondialisation, le processus d'intégration en Afrique Centrale vise quatre objectifs économiques⁵ à savoir:

- ❖ Etablir graduellement et progressivement un marché commun de l'Afrique Centrale;
- ❖ Eliminer les entraves au commerce inter- Etats afin de contribuer à l'extension des marchés nationaux et à l'amélioration du niveau de vie des populations;
- ❖ Renforcer l'unité des économies de la sous-région et développer harmonieusement celles-ci par l'adaptation des dispositions qui tiennent compte des intérêts de tous et de chacun, en compensant de manière adéquate les situations spéciales des pays les moins économiquement nantis et,
- ❖ Participer à la création d'un véritable marché commun africain par la constitution d'un groupement sous- régional.

➤ Ce processus doit tenir compte du fait que les pays de la sous-région considèrent les tarifs douaniers comme la principale source de recettes publiques et que les économies d'Afrique Centrale ont encore besoin d'une protection minimale. Dans le cadre des accords, les membres conviennent de baisser les tarifs sur certains articles qui font l'objet d'échanges entre eux.

➤ Malgré que les Etats membres de l'OMC aient convenu d'un niveau de protection moyen à appliquer au cours du cycle de l'UR, les Etats de la CEMAC, tout comme les autres pays africains d'ailleurs, devront un jour introduire un protectionnisme minimum comme une option de sauvegarde de leurs intérêts dans le processus de la mondialisation. L'avantage d'un protectionnisme minimum est connu: il aide notamment les différents pays à s'exprimer et à se faire respecter, favorise les échanges, l'ouverture et les réformes de façon graduelle.

Tableau 3 : Niveau de protection moyen avant et après le cycle de l'Uruguay Round par région importatrice.

Région importatrice	TARIF (%) AVANT CYCLE		TARIF (%) APRES CYCLE	
	Produits alimentaires	Produits manufacturés	Produits alimentaires	Produits manufacturés
Etats Unis & Canada	11.0	4,3	11	2,8
Union Européenne	26.0	6,5	26	3,9
Japon	87.0	4,9	56,1	2,1
Corée du Sud	99.0	16,1	41,1	8,2
Malaisie	87.0	11	34,3	7,7
Philippines	86.0	23,9	33,4	7,7
Thaïlande	59.0	36,2	43,5	21,5
Amérique Latine	23.0	17,1	1,5	14,9
Afrique au Sud du Sahara	15.0	9,5	12,4	9,4
Reste du Monde	15.0	10,6	14,1	9,1

➤ Avec le protectionnisme minimum la libéralisation commerciale serait progressive et aurait pour effet une augmentation de la production et non une simple distribution des échanges. En outre, plus la libéralisation sera progressive et poussée, plus faible sera la probabilité que les ressources nouvelles soient mal dirigées et l'affectation des ressources rares serait maximisée. En d'autres termes, l'intégration africaine doit déboucher à la restructuration du marché sous-régional et à la consolidation de l'étape vers l'intégration mondiale par la libéralisation généralisée.

➤ Avec le protectionnisme minimal, on met en avant l'argument des avantages comparatifs internes par opposition à ceux déterminés par référence au marché mondial, pour justifier un besoin temporaire de protection, dont le coût pourrait fort bien être supporté, par des aides extérieures.

➤ Une autre voie d'intégration radicalement différente de la précédente mais complémentaire, explorée en Afrique centrale est celle des projets d'investissement intégrateurs, que l'on a appelés parfois la coproduction. L'idée de base est qu'en présence d'inégalités structurelles, les relations de marché ne jouent pas un rôle régulateur mais amplificateur des asymétries spatiales et des inégalités économiques. Dans ces conditions, il appartient aux Etats, par une politique interventionniste de favoriser la création de pôles régionaux industriels et énergétiques, d'infrastructures de transport et de télécommunications et de provoquer la substitution aux importations. Par conséquent, la CEMAC et les autres groupements sous-régionaux d'intégration comme la CEEAC doivent s'attacher à transformer leurs systèmes de production nationaux et sous-régionaux en créant une infrastructure régionale de transport et de communication et en développant de nouveaux produits ou des capacités grâce aux industries

➤ Dans le cas particulier des pays membres de la CEMAC, les atouts de la zone franc en matière d'intégration ne sont pas minces. Un système monétaire unique, une liberté des mouvements de capitaux, des habitudes de coopération, un héritage institutionnel et administratif semblable à tous points de vue, créent autant de possibilités de jumelage importantes. L'intégration par les règles vise à faire passer l'union réalisée au plan monétaire en une union économique. Une étape intermédiaire est indispensable : l'unification des règles et l'harmonisation des politiques économiques venant conforter la communauté de monnaie. Cette approche met donc l'accent sur l'importance de la coordination des politiques monétaires, et de la réglementation.

➤ En vue d'éviter le retour aux errements du passé, l'harmonisation des réglementations bancaires a été renforcée et une commission supranationale de contrôle des banques a été créée à l'échelle de la zone BEAC. Dans le même temps, la réhabilitation des systèmes bancaires, prolongée par la mise en place d'un code régional commun des assurances et la mise en place d'un droit unifié des affaires, adapté aux réalités locales (OHADA), permettront de déboucher sur des réglementations communes.

➤ L'intégration régionale ne saurait être effective sans l'existence de compétences nationales et régionales capables d'examiner les avantages et les coûts et de minimiser les effets pervers de la mondialisation. Un investissement dans la maximisation des forces intellectuelles ainsi qu'une réforme des systèmes éducatifs sont nécessaires afin de répondre aux besoins d'analyse, d'action, d'intervention et de négociation.

B. Options et alternatives

➤ La mondialisation consacre le libre échange, qui favorise la compétitivité sur le marché, et l'élimination des produits non compétitifs. Ce libre échange génère, dans les économies de la sous-région, un déséquilibre économique à partir de la compétitivité des produits importés. Pour lutter contre ce déséquilibre, quatre options ou alternatives sont envisageables:

❖ La première consiste en une plus grande insertion à l'économie mondiale, (via une spécialisation optimale sous-régionale), ceci améliorera la compétitivité;

❖ La deuxième consiste en une intégration accrue des activités locales, qui réduit le détournement des revenus, et prévient le risque de détérioration des termes de l'échange, au détriment de la compétitivité du tissu industriel local

❖ La troisième préconise la création de marchés locaux (ou sous-régionaux) spécialisés, mais avec un risque d'endettement extérieur accru

❖ La quatrième approche est relative à l'exploitation de marchés extérieurs à partir des ressources locales, qui renvoie à des formes d'ouverture des économies sous le triple angle commercial financier et technologique, compatibles à la logique de la mondialisation .

C. Les défis du troisième millénaire et les options stratégiques

➤ L'Afrique centrale, se trouve donc devant un nouveau défi qui est peut être le plus important auquel elle aura à faire face pendant le siècle à venir : celui non seulement d'avoir accès à l'économie de services ou la tertiarisation, mais aussi, celui de pouvoir adapter les nouvelles technologies à ses propres produits et besoins tenant compte de ses besoins, mais aussi de ses réalités culturelles. Afin de participer effectivement à cette société de services et de renverser la tendance à sa marginalisation elle devra également inventer des stratégies d'intégration pour faire face à la puissance des marchés qui aujourd'hui détiennent et exercent la réalité du pouvoir absolu.

❖ Intégration régionale.

➤ Au cours du troisième millénaire dominé par la mondialisation, l'Afrique risque de perdre la maîtrise de sa politique de développement. D'où la nécessité de créer ou renforcer le caractère supranational des organisations intergouvernementales à vocation régionale ou internationale qui seront appelées à agir en véritable gouvernement régional. Face à ces défis, le bon sens suggère que la meilleure façon de résister aux effets négatifs ou d'en exploiter les bénéfices serait de renforcer l'intégration sous-régionale et d'instaurer la coopération internationale afin d'éviter que les spéculateurs et les multinationales n'utilisent les divisions entre pays africains pour leur imposer leurs lois.

➤ La condition préalable est que l'institution régionale construise sa propre légitimité civique, fondée sur une qualité institutionnelle indiscutable et reconnue⁶, à la fois pour attirer les acteurs économiques, financiers et industriels, mais aussi pour favoriser la capacité concurrentielle des acteurs nationaux dans les domaines économiques.

➤ Le renforcement de l'intégration des pays africains au marché mondial peut leur procurer d'importants avantages mais, comme le montre l'expérience du Mexique, il peut aussi leur imposer une discipline plus rigoureuse dans la gestion économique. Le cas du Mexique illustre à quel point la confiance des marchés mondiaux dépend de la poursuite d'une saine politique économique nationale. Elle montre aussi que, lorsque apparaît une crise de confiance, ses conséquences peuvent être subites et brutales, et déborder vers d'autres pays dont le marché les place dans une situation similaire.

❖ Les nouvelles technologies domineront probablement le prochain millénaire

➤ Les nouvelles technologies vont élargir l'accès des entreprises des pays en développement à une masse croissante de connaissances techniques importables. En particulier, la baisse des coûts de l'informatique et des télécommunications va ouvrir aux pays en développement la possibilité de sauter des étapes dans leur développement technologique. L'Afrique Centrale devra mobiliser des ressources matérielles et humaines considérables pour acquérir et adapter ces nouvelles technologies.

---

⁶ La Banque Mondiale définit la «qualité institutionnelle» comme un indice dépendant de cinq facteurs : la capacité de faire des lois, la capacité de les faire respecter, la capacité de fournir des services publics, la capacité de fournir des services sociaux (sécurité, éducation, santé, protection sociale, défense de l'environnement) et la capacité de faire fonctionner les marchés

❖ D. Mondialisation et tertiatisation.

➤ Une réalité que nul ne saurait réfuter consiste à reconnaître que le développement de fonctions tertiaires en amont et en aval des processus de production mène à un nouvel ordre économique international, dont les pays les plus pauvres, notamment ceux d'Afrique Centrale, risquent d'être exclus si le reste du monde ne les aide pas à s'adapter à ces changements. Les pays d'Afrique Centrale doivent relever un défi considérable, qui suppose l'élaboration et la mise en œuvre de politiques visant à renforcer le secteur des services et à en accroître la contribution au développement. Ces politiques devraient avoir pour objectifs:

- ❖ De moderniser et d'offrir en quantité suffisante des services de base (éducation et santé) destinés à une population en constante augmentation;
- ❖ De mettre en place une infrastructure de services satisfaisante, en particulier des équipements de communication qui puissent être intégrés dans le réseau mondial des services;
- ❖ De développer l'offre des services aux producteurs dans des conditions d'efficacité et de productivité;

➤ Pour se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, les pays d'Afrique Centrale auront le choix entre diverses options alternatives allant du modèle de l'industrie naissante au modèle de la concurrence⁷. Le premier prévoit le développement dans le pays d'une infrastructure de services reposant essentiellement sur l'effort national et écartant toute concurrence étrangère. Le second préconise l'ouverture du marché aux fournisseurs extérieurs.

❖ La compétitivité

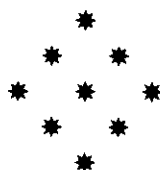
➤ Comme il a été suffisamment souligné dans les paragraphes précédents, les pays africains font face à un certain nombre d'obstacles indépendants de leur volonté, qui les empêchent de participer pleinement au mouvement de libéralisation et de mondialisation et d'en tirer profit. En effet, pour avoir travaillé si longtemps sur des marchés locaux étroits et avec des rentabilités faibles, elles n'ont pas pu renouveler leurs équipements au rythme de leurs concurrents des autres pays qui se sont dotés de moyens adéquats. L'Afrique centrale devra donc améliorer sa compétitivité.

➤ Dans cette perspective, l'amélioration de la compétitivité des pays africains implique un profond changement du rôle de l'Etat et de ses relations avec les entreprises. Des réflexions, qui s'inspirent souvent de la comparaison entre le rôle de l'Etat dans certains pays d'Asie du Sud-Est et celui qu'il joue actuellement en Afrique, conduisent à préconiser des orientations qui devraient faire de l'Etat africain un allié des entreprises dans leur combat pour la compétitivité. En Asie, les Etats se sont vigoureusement engagés aux côtés des entreprises. Par exemple, des questionnaires sont utilisés en Chine pour déterminer de manière précise les besoins des entreprises dans le but de les assister et d'en faire des entreprises compétitives⁸.

---

⁷ Voir CNUCED : Commerce des services: Questions sectorielles. Document UNCTAD/ITP/20

- En outre l'amélioration de la compétitivité des entreprises africaines passe par une politique d'innovation technologique et de formation. En effet, la productivité d'une entreprise dépend essentiellement de la base technologique dont elle dispose et de la disponibilité de savoir-faire ou de main-d'œuvre qualifiée. De ce fait, toute politique visant la compétitivité africaine devrait mettre l'accent sur le transfert technologique et le développement des ressources humaines.
- L'adoption d'un régime libéral du commerce extérieur et des investissements avec un protectionnisme minimum sera essentielle pour maximiser les avantages de l'internationalisation des services.



- Au terme de cette étude, on peut conclure que la mondialisation apparaît comme un phénomène incontournable avec lequel les Etats d'Afrique centrale doivent composer. En d'autres termes, les pays de la sous-région et partant la sous-région elle-même doivent faire face à certaines exigences en matière de développement pour mieux s'insérer dans les échanges mondiaux et tirer profit de la mondialisation.
- L'une de ces exigences consiste à générer des rendements relativement élevés, pour faire face à la concurrence internationale, en d'autres termes développer des structures de la compétitivité. Cela implique une augmentation de la capacités d'offre (en terme de productivité et de production) actuelle, ce qui permettrait à la sous-région d'intervenir effectivement dans le flux des échanges mondiaux.
- L'augmentation des capacités d'offre passe par des économies rationnelles dont l'une des conséquences serait la mise en place d'un cadre macro-économique stable, ce qui implique l'existence d'une infrastructure de base et la fourniture de services sans lesquels il ne peut y avoir d'activité économique prospère. Elle passe également par la mise en place de conditions propices au développement du secteur privé local, notamment en mettant en place des régimes juridiques appropriés, mais aussi et surtout en assurant la transparence dans les transactions et en adoptant une attitude responsable dans la gestion des affaires publiques.
- Quant à la capacité de conquête des marchés extérieurs, elle ne peut se concevoir, compte tenu des réductions tarifaires voire de l'abolition des barrières tarifaires inhérentes à la mondialisation des échanges, sans la réforme des politiques commerciales. Par exemple, il faudrait concevoir des régimes commerciaux qui tout en assurant la promotion des investissements et des exportations en vue de tirer bénéfice de l'ouverture des marchés, n'accorde pas trop d'exonérations fiscales et ne favorisent pas la contrebande, des facteurs pouvant nuire aux gouvernements (pertes fiscales) et aux entreprises locales (concurrence déloyale des produits importés frauduleusement).

➤ La libéralisation des échanges va également de pair avec une réforme financière et système bancaire, impliquant des institutions financières solvables, une gestion saine des entreprises et des marchés financiers solides. Toutes ces réformes doivent être réalisées en tenant compte des dispositifs communautaires y relatifs et surtout des programmes d'ajustement structurel (PAS). Pour la mise en œuvre de ces derniers, il y a lieu de trouver, notamment avec les institutions de Bretton Woods qui les initient, des mécanismes pour mettre en harmonie les objectifs nationaux imposés par les PAS et régionaux des pays dictés par les nécessités de l'intégration régionale.

➤ Quant aux dispositifs communautaires, l'on note que dans sa nouvelle approche de l'intégration, (a) la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) prévoit, entre autres, une surveillance multilatérale (convergence et cohérence des politiques économiques des pays) dont le résultat escompté est la réalisation et la stabilité des équilibres macro-économiques. Enfin, il est à rappeler que des études pour la création d'un marché financier régional de l'Afrique centrale ont été déjà réalisées pour la mise en place des mécanismes d'échanges de valeurs immobilières nationaux des Etats de la CEMAC. Si l'on ajoute à toutes ces initiatives, la possibilité d'ouverture de la CEMAC aux autres pays de la sous-région, on peut dire que le processus de régionalisation/mondialisation en Afrique centrale semble évoluer selon des modalités comparables à celles observées dans les autres parties du monde.

➤ Reste que pour que toutes ces initiatives soient réalisées, il faudrait que les pays et les organes supranationaux de l'Afrique centrale puissent disposer des infrastructures d'informations fiables.

Conclusion

➤ Après plus de quarante ans d'indépendance politique, les politiques de développement économique poursuivies jusqu'ici n'ont pas sorti les économies nationales et régionales africaines des travers de la désarticulation et de l'extraversion. Les principaux acteurs qui animent et continuent d'avoir le pouvoir de décision restent les investisseurs étrangers.

➤ La croissance ne prenant pas racine dans l'industrialisation et la diversification structurelle, ses retombées sur les secteurs sociaux semblent limitées. Un seul produit peut aujourd'hui propulser le taux de croissance du PIB d'une économie, mais il ne garantit pas une répartition rationnelle des revenus de ce produit au niveau de l'ensemble de l'économie. Un cas assez parlant est celui du pétrole, par exemple, dont les liens entre son exploitation et le reste de l'économie des pays qui en sont exportateurs ont du mal à s'établir. De manière générale, l'effet d'entraînement qui en est attendu s'est avéré si limité sinon destructeur et déstabilisant dans beaucoup de pays de la sous-région que certaines parties de la société civile de ces pays refusent à cautionner son exploitation.

➤ Un observateur averti est aujourd'hui frappé par la pauvreté galopante qui affecte les villes et plus particulièrement les zones rurales africaines où vit une plus grande partie de la population. La dégradation des infrastructures économiques et sociales s'accroît. L'altération des conditions de vie des populations africaines — par rapport à 15 ans d'une part, et par rapport au reste du monde d'autre part — est manifeste. Les statistiques récentes indiquent que la pauvreté a pris de l'ampleur et que dans beaucoup de pays africains la proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté avoisine une moyenne régionale de plus de 50 pour cent. La pauvreté est au début et à la fin du processus de la mortalité, la morbidité et la propagation de la pandémie du SIDA.

➤ Les pays africains doivent s'atteler à résoudre les conflits armés internes et inter-Etats et promouvoir une alternance politique par le truchement d'élections libres et démocratiques. Trop souvent, les conflits ont leur origine dans le refus d'alternance démocratique, la répartition inéquitable des ressources nationales, lesquels engendrent les violences politiques et sociales. L'instabilité des pays de tout genre réduit sérieusement les chances de développement optimal en drainant les ressources dans des secteurs et activités improductives.

➤ Les Gouvernements africains doivent également promouvoir des politiques de développement économique qui renforcent le pouvoir économique du secteur privé national dans l'économie en créant l'environnement approprié à l'émergence de celui-ci, en l'accompagnant et en l'encadrant dans tous ses efforts. Ces politiques nationales et sous-régionales devraient avoir pour objectif majeur, c'est le cas des pays nouvellement industrialisés d'Asie, de transférer le pouvoir économique au secteur privé local et renforcer de façon continue ses capacités de développement, d'innovation et de projection dans l'économie mondiale.

➤ Pour pouvoir promouvoir ces politiques nationales et régionales de consolidation des pouvoirs économique et financier, les pays eux-mêmes doivent s'assurer une influence déterminante sur un certain nombre d'instruments de politique de développement, à savoir une autonomie monétaire et une gestion de celle-ci au service du développement, un droit de regard sur les structures de mobilisation de ressources internes et externes, à savoir le système bancaire et autres institutions financières sans lesquels les pays ne pourront entreprendre une politique effective de financement et de distribution de crédit et de canalisation des investissements en direction des secteurs productifs et prioritaires des économies nationales et régionales.

➤ La maîtrise de ces instruments de politique de développement par les pays eux-mêmes permettraient à ces derniers d'asseoir une politique conséquente et déterminée pour la promotion du secteur privé local, lequel serait encouragé et encadré pour prendre graduellement les rênes du développement économique dans l'intérêt des peuples de la sous-région et de l'élévation de leur niveau de vie.

➤ Les programmes de lutte contre la pauvreté auxquels les pays s'attèlent ne pourront avoir une issue heureuse sans l'implication de la majorité de la population d'Afrique qui vit dans les zones rurales. Cette majorité devrait être partie prenante du processus de création et de redistribution des richesses, dans une économie monétarisée. Pour ce faire, l'agriculture africaine doit être reformée en profondeur, modernisée avec des techniques culturales plus efficaces, des intrants et un management à haute productivité, capable d'atteindre un niveau de compétitivité internationale, une agriculture hautement commerciale qui dégagerait des surplus pour alimenter les agro-industries. Les politiques nationales et sous-régionales de développement doivent encourager le secteur privé local à investir massivement dans la modernisation du secteur agricole et promouvoir un entrepreneuriat dynamique dans ce secteur.

➤ Etant donné les contraintes et les capacités limitées des pays pris individuellement à entreprendre des projets d'investissement d'envergure, et aux fins de créer de plus grands ensembles économiques et de marchés élargis pour absorber les chocs de la mondialisation, les pays de la sous-région doivent traduire dans les faits leur volonté de coopération et d'intégration sous-régionales. Les initiatives poursuivies depuis des années dans le cadre de la CEEAC, CEPGL, UDEAC/CEMAC et autres structures sous-régionales n'ont pas donné les résultats escomptés en termes d'industrialisation et de transformation structurelle des économies nationales et sous-régionales. Il faut redynamiser les structures de coopération et d'intégration sous-régionales et donner un contenu nouveau à la nécessité d'une culture d'intégration multidimensionnelle.

➤ La mondialisation, la formation des blocs économiques et commerciaux puissants, la fusion de grandes entreprises [méga-banques et méga-entreprises] dans tous les secteurs de l'économie internationale, le renforcement des pouvoirs économiques des multinationales n'offrent d'autres alternatives aux pays africains qu'une plus grande mobilisation dans le cadre de nouvelles politiques de développement tenant compte des récents développements au plan international.

➤ Le plus grand défi aujourd'hui pour les pays africains est celui de la redéfinition du rôle de l'Etat. La capacité de l'Etat doit être renforcée de manière à propulser le développement socio-économique des nations, dans une optique de régionalisation. La mondialisation dicte aux états africains de nouvelles règles de jeu et de fonctionnement, qu'ils doivent prendre en compte s'ils veulent continuer à exercer une certaine influence sur les débats politiques, économiques et sociaux internationaux. En effet, toute faiblesse au niveau de ces acteurs publics justifie les bons prétextes aux mesures de rétorsion, de rétention de l'aide et d'isolement sur la scène internationale. Cette démarche doit être entreprise en gardant à l'esprit la nature des déterminants de la mondialisation qui sont, la prédominance de l'initiative privée, la libre concurrence, l'ouverture des marchés nationaux et la compétitivité. Compte tenu du niveau actuel de développement des économies et de la société africaines, il y a lieu de militer encore pendant longtemps, - en tout cas aussi longtemps que la phase d'adaptation aux exigences du nouveau monde n'aura pas été menée à son terme - à un renforcement du rôle de l'Etat dans ce processus.

➤ La réussite du développement économique, et par implication, le renforcement de la lutte contre la pauvreté et l'élévation du niveau de vie des populations au cours de ces prochaines années, resteront déterminés par une plus grande participation des opérateurs économiques africains au processus de développement et à l'exploitation rationnelle des ressources naturelles de la sous-région.

ANNEXES
STATISTIQUES

Tableau 1 : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) ET TAUX DE CROISSANCE AUX PRIX DE 1990

	PIB (en millions de dollars)							Taux de croissance (%)						
	1990	1995	1996	1997	1998 ^e	1999 ^p	2000 ^p	1990-95	1995	1996	1997	1998 ^e	1999 ^p	2000 ^p
Cameroun	12268,0	12046,0	12528,0	13029,0	13654,4	14282,5	15010,9	-1,8	6,0	4,0	4,0	4,8	4,6	5,1
République Centrafricaine	1441,0	1435,0	1453,0	1536,0	1599,0	1683,7	1774,6	-0,4	1,1	1,3	5,7	4,1	5,3	5,4
République du Congo	2799,0	2813,0	2934,0	2843,0	2951,0	2927,4	2968,3	0,5	2,2	4,3	-3,1	3,6	-0,8	1,4
Gabon	5426,0	6210,0	6392,0	6590,0	6728,4	6782,2	6809,1	14,4	3,4	0,0	2,7	2,1	0,8	1,2
Guinée Equatoriale	133,0	191,0	222,0	243,0	274,3	315,0	364,1	43,6	11,0	16,2	9,5	12,9	14,8	15,6
Tchad	1224,0	1366,0	1416,0	1490,0	1579,4	1669,4	1766,2	11,6	3,9	3,7	5,2	6,0	5,7	5,8
Sao Tome & Principe	55,0	60,0	60,0	62,0	63,9	65,8	67,7	9,1	3,4	0,0	2,7	3,0	3,0	3,0

Source : ECA : Economic Report on Africa 1998 et calculs du CDSR-AC

e : estimation

p : projection

Tableau 2 : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) AUX PRIX COURANTS DES FACTEURS

(En milliards de F CFA)											
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999p	2000p
CAMEROUN											
Agriculture, sylviculture, pêche	591,0	810,2	849,3	873,9	1033,0	1196,7	1328,4	1609,0	1735,0	1848,0	1957,9
Industries extractives	283,0	299,9	219,0	250,0	314,0	260,0	312,7	416,0	366,0	298,0	364,8
Industries manufacturières	451,0	534,1	445,1	422,0	437,0	511,4	643,9	686,6	751,6	779,1	665,9
Eau et électricité	51,2	52,4	54,2	53,1	58,0	69,7	74,4	75,5	78,4	98,2	98,8
Bâtiment et travaux publics	139,5	130,7	83,7	106,3	130,0	167,5	182,0	188,0	207,0	239,0	250,4
Commerce de gros et de détail	507,5	492,3	489,5	388,5	427,3	502,8	554,8	597,0	617,0	622,3	649,5
Transports, Assurance et communications											
Administrations	420,6	563,9	553,7	456,0	641,8	564,6	627,1	678,9	704,1	764,2	746,4
Autres services	366,8	353,9	431,3	481,7	590,6	644,5	690,5	687,6	714,1	551,4	663,0
	389,5	365,0	382,2	431,7	474,0	541,0	593,5	638,0	659,0	718,9	604,0
Total PIB	2749,1	3068,3	3062,9	3041,1	3488,7	3946,7	4363,4	4889,9	5080,6	5140,0	6000,7
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE											
Agriculture, sylviculture, pêche	177,6	167,3	164,2	158,8	202,2	245,3	257,2	280,4	299,3	324,8	338,7
Industries extractives	15,9	17,0	17,0	20,5	25,8	22,7	21,8	23,6	21,1	24,3	24,7
Industries manufacturières	42,0	44,2	39,3	38,4	45,0	54,9	46,9	42,9	48,0	52,4	48,5
Eau et électricité	1,5	1,6	3,0	3,0	4,1	4,1	4,0	3,9	4,4	4,7	4,0
Bâtiment et travaux publics	13,9	14,6	14,5	13,1	24,2	30,2	23,5	26,9	30,1	32,0	33,1
Commerce, Transports et communications											
Administrations	58,4	59,8	54,8	54,8	70,5	79,9	81,4	84,8	92,6	99,3	98,5
Autres services	42,3	44,8	43,7	38,5	55,8	59,1	41,8	43,2	46,6	46,0	48,9
	21,6	22,2	19,7	20,9	22,4	25,1	25,8	26,4	28,8	30,6	29,6
Total PIB	373,2	371,5	356,2	348,0	450,0	521,3	502,4	532,1	570,9	614,1	621,0

Tableau 2 (suite) : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) AUX PRIX COURANTS DES FACTEURS

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999p	2000p
CONGO											
agriculture, sylviculture, pêche	97,4	87,0	89,5	85,5	101,8	110,4	116,8	123,9	124,6	123,7	131,9
industries extractives(pétrole brut)	220,9	181,8	189,9	184,7	339,6	357,5	550,9	666,7	419,6	507,5	616,8
industries manufacturières	62,6	68,6	61,2	60,9	77,1	85,9	87,1	74,0	80,0	74,2	82,5
eau et électricité	13,1	14,2	15,1	14,9	14,2	16,1	16,9	13,6	14,9	12,3	15,2
batiment et travaux publics	12,9	12,3	9,4	8,0	19,5	14,4	18,9	16,6	15,2	17,2	14,4
commerce de gros et de détail	98,6	102,3	107,1	104,3	113,0	127,2	142,1	132,9	139,3	114,8	118,0
transports et communications	64,9	75,9	74,0	71,3	76,8	85,5	87,7	77,5	77,7	64,	75,4
administrations	106,9	134,6	134,9	133,8	135,0	130,0	124,1	122,0	119,2	119,2	126,0
autres services	59,6	67,3	67,6	68,2	80,3	84,5	97,8	98,3	108,3	89,2	82,1
Total PIB	736,9	744,0	748,7	731,6	957,3	1011,5	1242,3	1325,5	1098,8	1122,1	1262,4
GABON											
agriculture, sylviculture, pêche	101,4	96,5	100,4	97,9	115,5	123,7	128,1	133,1	139,5	145,2	151,3
industries extractives (pétrole brut)	576,2	519,9	481,2	488,2	991,8	1043,5	1267,4	1285,0	784,9	715,8	794,7
industries manufacturières	113,1	130,5	126,7	133,2	137,3	147,5	159,9	160,0	174,4	188,4	190,6
eau et électricité	15,4	20,2	32,1	40,2	51,2	50,1	48,9	47,8	50,2	53,1	55,2
batiment et travaux publics	44,2	61,0	58,1	63,9	83,5	92,8	84,0	116,3	143,0	114,4	115,5
commerce de gros et de détail	133,6	138,1	138,0	147,1	223,6	222,3	227,6	254,9	288,1	319,7	329,1
transports et communications	98,5	110,1	105,0	108,5	133,6	129,5	150,9	164,5	179,3	193,6	223,1
administrations	175,0	187,3	198,9	201,1	225,9	235,1	239,2	253,3	270,0	262,7	296,0
autres services	167,8	180,1	178,0	184,7	224,6	277,1	277,0	318,6	347,2	375,0	320,3
Total PIB	1425,2	1443,7	1418,4	1464,8	2187,0	2321,6	2583,0	2734,0	2377,0	2368,0	2475,7

Tableau 2 (suite) : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) AUX PRIX COURANTS DES FACTEURS

(En milliards de F CFA)											
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999p	2000p
GUINEE EQUATORIALE											
Agriculture, sylviculture, pêche	19,6	15,5	15,0	14,8	15,9	23,6	25,4	26,1	29,6	30,5	13,3
Industries extractives	0,0	0,0	4,2	7,3	14,6	16,8	59,7	208,4	203,8	229,7	235,6
Industries manufacturières	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9
Eau et électricité	1,5	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1	2,3	2,6	3,0	3,2
Bâtiment et travaux publics	1,6	2,2	2,4	2,4	2,8	3,0	6,0	11,9	17,9	23,2	24,9
Commerce de gros et de détail	3,7	4,3	4,7	4,7	5,1	5,4	5,6	6,0	6,9	8,7	8,6
Finance et Assurances	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,3	1,4	1,4
Transports et communications	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,3	1,5	1,5
Administrations	2,7	2,5	3,2	3,2	3,4	3,8	5,9	7,7	9,6	11,5	11,8
Autres services	2,6	1,5	1,6	1,5	1,6	1,7	1,7	1,8	1,9	2,2	2,0
Total PIB	34,1	30,2	35,3	38,3	48,1	59,2	109,5	267,2	275,7	312,8	321,2
TCHAD											
Agriculture, sylviculture, pêche	97,0	109,1	107,1	85,6	164,3	153,3	198,9	219,9	264,0	244,5	2374,5
Industries extractives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industries manufacturières	47,2	47,2	41,1	19,4	43,6	66,2	71,3	88,0	91,1	99,1	101,0
Eau et électricité	5,1	4,7	5,4	4,0	5,9	6,5	5,4	5,5	5,9	6,0	6,2
Bâtiment et travaux publics	9,3	9,1	8,8	8,1	11,6	12,9	13,8	14,4	16,2	20,3	18,9
Commerce de gros et de détail	85,6	86,0	91,6	86,8	140,6	161,3	178,6	186,4	212,8	219,2	221,1
Transports et communications	21,9	21,2	21,8	21,5	26,9	25,5	26,1	28,7	29,8	31,0	28,1
Administrations	63,5	63,6	60,2	63,1	86,1	82,8	98,6	95,0	104,8	116,4	116,1
Autres services	43,7	45,0	44,0	47,6	70,0	77,5	85,2	91,1	95,5	98,4	101,7
Total PIB	373,3	385,9	380,0	336,1	549,0	586,0	677,9	729,0	820,1	834,8	867,7

Tableau 2 (suite) : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) AUX PRIX COURANTS DES FACTEURS

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999p	2000p
SAO TOME & PRINCIPE											
Agriculture, sylviculture, pêche	2,3	3,2	3,8	4,7	19,6	30,1	39,6	70,8	104,3	105,1	107,8
Industries extractives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industries manufacturières	0,1	0,7	0,9	0,1	2,1	2,7	5,2	7,9	12,4	13,1	12,8
Eau et électricité	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	4,2	4,8	4,6
Bâtiment et travaux publics	0,3	1,2	1,8	3,8	6,1	9,6	13,3	19,8	32,7	34,2	33,9
Commerce de gros et de détail	0,0	3,1	3,8	4,3	9,7	14,1	19,7	35,1	52,7	53,1	53,4
Transports et communications	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,4	19,7	20,1	21,5
Administrations	1,8	2,3	3,0	4,7	14,7	20,6	27,8	66,7	88,5	89,1	91,9
Autres services	0,7	0,9	1,2	4,0	12,3	18,1	24,2	23,2	19,5	21,1	25,1
Total PIB	7,7	11,4	14,5	21,6	64,5	95,2	129,8	242,4	334,0	340,6	351,1

Source : Administrations nationales, CDSR-AC

e : estimation

p : projection

Tableau 3 : PRINCIPAUX ARTICLES D'EXPORTATION											
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999p	2000p
CAMEROUN											
Valeur (millions de FCFA)											
1 Pétrole brut	256200	299800	213600	193600	253400	306900	284700	407500	407500	410200	417880
2 Cacao et sous produits	4400	34100	38900	24400	36700	66900	84400	80100	80100	81200	100767
3 Cafés	40400	32600	31600	19200	43300	59100	69300	68500	68500	69400	20620
4 Coton et sous produits	32400	16700	2000	18300	32400	38700	65100	71500	71500	72400	83360
5 Bois et sous produits	38200	36400	41200	39200	83900	89300	79100	102700	102700	103523	46779
6 Aluminium et sous produits	41400	29700	24500	27500	29300	60000	62200	50900	50900	51300	42069
Quantités exportées (milliers de tonne)											
1 Pétrole brut (millions de tonne)	6,7	6,8	5,5	5,5	5,3	5,0	5,1	5,5	5,3	5,4	5,6
2 Cacao et sous produits	108,1	94,9	104,4	78,0	92,8	103,8	107,2	97,8	97,4	98,4	99,5
3 Cafés	120,6	109,1	116,2	68,2	86,8	65,9	79,0	79,4	80,6	82,1	84,1
4 Coton et sous produits	61,8	33,1	46,2	45,6	54,0	63,9	73,2	72,5	69,8	70,5	69,4
5 Bois et sous produits (milliers de m3)	494,5	482,8	550,2	526,9	1001,7	962,7	1309,8	1664,2	1816,9	2010,2	2036,2
6 Banane	75,2	96,7	113,4	126,2	158,8	165,3	157,6	158,9	177,4	201,3	206,1
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE											
Valeur (milliards de FCFA)											
1 Coton	5	6	2	3	6	11	13	16	16	13	14
2 Diamant	20	19	18	23	45	38	36	39	35	40	42
3 Café	3	2	1	1	6	16	4	10	5	8	9
4 Tabac	1	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0
5 Bois	9	4	6	5	23	15	10	15	13	16	16
Quantités exportées (milliers de tonne)											
1 Coton	10	14	5	9	7	12	14	18	17	17	17
2 Diamant (milliers de carats)	416	428	414	494	531	484	487	473	420	462	468
3 Café	12	9	6	9	8	14	6	13	6	11	13
4 Tabac	214	264	388	370	23	170	299	332	240	300	310
5 Bois (milliers de m3)	97	61	84	63	122	103	73	158	163	184	185

Tableau 3 (suite) : PRINCIPAUX ARTICLES D'EXPORTATION												
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999p	2000p	
CONGO												
Valeur (milliards de FCFA)												
1 Pétrole	276	240	249	267	446	481	700	832	651	774	792	
2 Produits pétroliers	10	7	7	6	7	12	7	6	0	0	0	
3 Bois tropicaux	37	36	32	24	36	33	60	69	69	54	57	
4 Rondins d'Eucalyptus	7	4	6	3	13	17	8	11	13	21	21	
5 Sucre	2	2	3	2	3	7	6	9	6	6	6	
Quantités exportées (milliers de tonne)												
1 Pétrole	7400	7300	8200	9000	8100	8800	10000	11500	12700	14000	15200	
2 Produits pétroliers	323	310	283	240	204	233	150	80	0	0	0	
3 Bois tropicaux (en milliers de m3)	832	377	371	297	294	270	357	428	423	338	340	
4 Rondins d'Eucalyptus	284	194	327	179	290	386	196	275	310	550	560	
5 Sucre	18	12	20	18	9	21	22	33	28	25	25	
GABON												
Valeur (milliards de FCFA)												
1 Pétrole	541	515	496	494	1013	1013	1365	1363	896	807	841	
2 Manganèse	55	48	42	39	67	73	82	89	82	81	81	
3 Uranium	15	13	11	10	16	16	14	12	16	5	12	
4 Bois	61	50	53	90	193	189	217	258	166	183	186	
Quantités exportées (millions de tonne)												
1 Pétrole	13	14	14	15	17	18	18	18	18	15	15	
2 Manganèse	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
3 Uranium (tonnes)	707	664	589	551	644	652	600	513	737	252	256	
4 Bois (millions de m3)	2	1	2	2	2	2	2	3	2	2	2	

Tableau 3 (suite) : PRINCIPAUX ARTICLES D'EXPORTATION

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999p	2000p
GUINEE EQUATORIALE											
Valeur (millions de FCFA)	0	0	4657	8000	16090	18562	66787	321429	228138	245554	245775
1 Pétrole brut	4811,6	4255	4399	4691	13267	17883	26013	44829	20295	35046	35112
2 Bois	1735,2	1659	1463	758	726	2228	3632	3476	3761	2447	2450
3 Cacao	173	83	23	15	25	159	60	30	6	17	18
4 Café											
Quantités exportées (milliers de tonne)	0	0	125	223	243	302	834	2977	4135	4531	4845
1 Pétrole brut	159	133	144	169	229	281	410	677	382	591	572
2 Bois (milliers de m3)	6	7	5	3	3	4	4	7	5	4	5
3 Cacao	437	221	157	107	84	198	109	67	14	45	46
4 Café (tonnes)											
TCHAD											
Valeur (milliards de FCFA)	26,03	26,83	25,25	14,43	26,50	63,600	57,40	77,10	98,3	101,2	115,6
1 Coton fibre	14,48	16,04	13,32	12,50	17,60	24,80	21,70	20,40	19,9	21,1	23,5
2 Bétail											
Quantités exportées	57,72	60,21	65,58	43,32	32,93	61,19	61,70	85,71	113,83	115,5	120,6
1 Coton fibre (milliers de tonne)	217,0	219,0	200,0	250,0	235,6	310,0	240,9	227,0	233,1	238,4	240,1
2 Bétail (milliers de têtes)											
SAO TOME & PRINCIPE											
Valeur (millions de dobras)	1423,1	1423,1	1624,1	1638,1	3644,8	7262,1	5745,1	16664,5	...	...	...
1 Cacao	...	...	...	8,3	23,5	35,0	0,2	101,3	...	...	...
2 Café	...	...	...	485,7	128,8	601,1	4253,9	3666,3	...	...	...
3 Autres											
Quantités exportées (milliers de tonne)	2,80	2,80	3,20	3,30	2,90	3,70	3,70	3,10	3,90	4,20	4,50
1 Cacao	0,04	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02	0,02	0,04	0,04	0,06	0,08
2 Café	1,2	1,2	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,4	0,2	0,5	0,6
3 Autres											

Source : Administrations nationales, CDSR-AC

Tableau 4: BALANCE DES PAIEMENTS (en milliards de FCFA)											
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999p	2000p
CAMEROUN											
Exportations (f.o.b.)	443	439	311	444	623	863	838	1072	1141	1028	1171
Importations (f.o.b.)	279	302	256	271	422	622	632	704	846	874	945
Balance commerciale	164	137	56	173	201	242	206	368	295	154	294
Services : crédit	112	116	121	111	134	200	231	256	209	189	179
Services : débit	-212	-379	-481	-436	-431	-419	-605	-597	-384	-379	-382
Transferts privés (nets)	-17	-16	-20	-25	-18	-12	-12	-12	-11	-10	-15
Transferts publics (nets)	8	7	21	12	27	21	-1	-2	-1	-1	9
Capital (net)	-36	-58	-122	-98	6	-209	-190	-201	48	-19	-88
Investissements Directs (nets)	4	-32	-17	-59	-124	-77	29	58	40	40	53
Erreurs et omissions (net)	-139	-129	-11	-109	-8	58	40	0	0	0	0
Variations des réserves de change	...	8	12	58	-109	-7	-41	-23	-40	0	0
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE											
Exportations (f.o.b.)	41	34	31	38	90	89	74	90	80	90	105
Importations (f.o.b.)	66	51	50	45	84	89	64	84	94	98	99
Balance commerciale	-25	-16	-19	-7	6	0	9	5	-14	-7	-1
Services : crédit	19	16	15	15	25	27	24	26	13	15	21
Services : débit	-52	-44	-48	-44	-69	-78	-64	-72	-79	-88	-65
Transferts privés (nets)	-9	-9	-7	-9	-5	-6	-4	-4	-5	-5	-6
Transferts publics (nets)	43	34	37	41	6	52	25	29	81	79	43
Capital (net)	21	6	10	1	20	10	2	-14	-7	15	6
Investissements Directs (nets)	0	-1	1	-4	-4	-1	2	-3	4,0	6,0	6,1
Erreurs et omissions (net)	0	2	2	1	2	-14	-2	3	-22	-2	...
Variations des réserves de change	1	3	-1	-8	-41	-7	-8	10	24	-1	-10

Tableau 4 (suite) : BALANCE DES PAIEMENTS

(en milliards de FCFA)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999p	2000p
CONGO											
Exportations (f.o.b.)	378	312	312	317	532	568	799	936	748	863	977
Importations (f.o.b.)	140	140	116	142	340	325	716	465	430	375	584
Balance commerciale	239	173	196	175	192	243	83	471	318	489	278
Services : crédit	31	33	21	19	38	40	53	31	33	35	33
Services : débit	-339	-335	-296	-348	-442	-592	-709	-655	-713	-648	-505
Transferts privés (nets)	-17	-17	-17	-15	-16	-16	-16	-13	-16	-9	-15
Transferts publics (nets)	18	16	12	12	59	11	4	1	1	31	16
Capital (net)	-13	3	-41	-32	336	-31	346	-90	-301	-130	5
Investissements Directs (nets)	6	9	1	81	...	...	...	...	...	...	...
Erreurs et omissions (net)	-8	-3	11	69	27	41	-9	59	9	...	...
Variations des réserves de change	-31	9	-7	-1	-31	-3	-9	12	46	-1	20
GABON											
Exportations (f.o.b.)	676	633	608	651	1324	1325	1719	1765	1205	1112	1666
Importations (f.o.b.)	210	235	235	240	421	474	561	644	730	660	641
Balance commerciale	466	397	373	411	903	850	1158	1121	475	452	804
Services : crédit	71	97	98	119	134	138	141	162	164	108	132
Services : débit	-442	-406	-536	-491	-759	-862	-980	-1025	-977	-958	-801
Transferts privés (nets)	-43	2	9	5	19	19	19	10	24	3	9
Transferts publics (nets)	15	-35	37	-40	-90	-99	-111	-137	-120	-111	-74
Capital (net)	-114	21	-132	-164	-275	-224	-316	-263	30	-269	-174
Investissements Directs (nets)	22	-42	-23	-32	-54	-54	-75	-37	25	8	23
Erreurs et omissions (net)	-12	16	-17	-10	-22	-38	-42	12	48	0	6
Variations des réserves de change	-64	-17	56	10	-81	21	-42	-23	147	-28	-14

Tableau 4 (suite) : BALANCE DES PAIEMENTS											
<i>(en milliards de FCFA)</i>											
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999p	2000p
GUINEE EQUATORIALE											
Exportations (f.o.b.)	10	11	13	17	34	43	104	289	259	291	304
Importations (f.o.b.)	14	19	15	14	29	44	87	193	187	222	218
Balance commerciale	-4	-8	-2	3	14	-1	-13	104	48	69	76
Services : crédit	1	2	3	3	2	3	3	5	6	7	6
Services : débit	-13	-15	-11	-14	-18	-36	-67	-226	-213	-256	-196
Transferts privés (nets)	15	-2	-2	-2	-1	0	7	-8	-7	-9	-6
Transferts publics (nets)	-5	12	9	10	3	11	18	3	1	0	6
Capital (net)	3	8	-4	4	-8	17	21	125	136	193	50
Investissements Directs (nets)	3	12	-1	-3	35	47	135	129	185	230	66
Erreurs et omissions (net)	0	-1	0	-5	8	0	-4	2	-1	0	0
Variations des réserves de change	-1	-1	1	-2	-1	-4	-2	-4	1	-4	-3
TCHAD											
Exportations (f.o.b.)	53	55	50	43	75	121	122	138	154	124	162
Importations (f.o.b.)	71	70	64	61	118	138	124	144	156	178	177
Balance commerciale	-18	-16	-14	-18	-43	-17	-3	-6	-2	-54	-25
Services : crédit	12	11	12	15	33	39	25	31	38	37	26
Services : débit	-71	-62	-63	-71	-118	-115	-123	-143	-152	-163	-111
Transferts privés (nets)	-4	-6	-9	-8	-5	1	2	2	3	2	-2
Transferts publics (nets)	56	54	54	50	103	66	55	63	54	57	61
Capital (net)	15	17	13	18	31	35	55	33	58	116	39
Investissements Directs (nets)	7	1	1	6	8	5	8	10	9	11	12
Erreurs et omissions (net)	6	-4	-4	3	1	15	-1	9	-12	...	...
Variations des réserves de change	0	2	7	10	-11	-32	-2	8	12	-5	-5

Tableau 4 (suite) : BALANCE DES PAIEMENTS*(en millions de Dobras)*

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999p	2000p
SAO TOME & PRINCE											
Exportations (f.o.b.)	2904	3201	3462	4321	4740	7334	10906	24128	44069	46871	42109
Importations (f.o.b.)	7632	9502	10562	15602	18382	32441	49659	87408	123943	136917	125535
Balance commerciale	-4728	-6301	-7100	-11281	-13642	-25108	-38754	-63280	-79874	-90047	-84073
Services : crédit	...	...	...	...	...	...	12646	32323	50266	69364	58313
Services : débit	...	...	...	...	...	...	54842	100610	82629	93682	92108
Transferts privés (nets)	...	...	...	...	...	...	10840	3642	3443	979	2988
Transferts publics (nets)	...	...	...	...	...	...	50210	142493	91580	130492	118240
Capital (net)	...	...	...	...	7700	14768	12338	12292	44069	54119	32744
Investissements Directs (nets)	...	...	...	...	1282	2718	881	1821	28920	12044	11717
Prêts	...	...	...	...	9260	20132	18507	28226	37183	41843	...
Erreurs et omissions (net)	...	...	...	...	...	748	...	1821	689	1014	...
Variations des réserves de change	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Source : Administrations nationales, CDSR-AC

e : estimation

p : projection

... : Données non disponibles

Tableau 5 : INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES POUR LES PAYS DE L'AFRIQUE CENTRALE									
Pays	Population (millions)	Espérance de vie à la naissance (Années)							
		1997	1992	1993	1994	1995	1997		
Cameroun	13.9		56.0	56.3	55.1	55.3	54.7		
Congo Brazzaville	2.7		51.3	51.2	51.3	51.2	48.6		
Gabon	1.1		53.5	53.7	54.1	54.5	52.0		
Guinée Équatoriale	0.4		48.0	48.2	48.6	49.0	50.0		
République Centrafricaine	3.4		49.4	49.5	48.3	48.4	44.9		
Sao-Tomé-et-Principe	0.1		67.0	67.0	67.0	69.0	64.0		
Tchad	7.1		47.5	47.7	47.0	47.2	47.2		
Afrique Subsaharienne	555.4		50.8	50.9	50.0	...	48.9		

Source : PNUD; Rapport mondial sur le développement humain.

Tableau 6 : TAUX D'ALPHABÉTISATION ET DE SCOLARISATION POUR LES PAYS DE L'AFRIQUE CENTRALE												
Pays	Taux d'alphabétisation des adultes (%)					Taux brut de scolarisation tous niveaux confondus (%)						
	1992	1993	1994	1995	1997	1992	1993	1994	1995	1997		
Cameroun	59.6	60.8	62.1	63.4	71.7	50	48	46	45	43		
Congo Brazzaville	70.7	72.1	73.9	74.9	76.9	56	56	56	68	68		
Gabon	58.9	60.3	62.6	63.2	66.2	47	47	60	60	60		
Guinée Équatoriale	75.3	76.4	77.8	78.5	79.9	60	60	64	64	64		
République Centrafricaine	53.9	56.0	57.2	60.0	42.4	37	37	37	27	26		
Sao-Tomé-et-Principe	60.0	60.0	67.0	75.0	75.0	48	57	57	57	57		
Tchad	44.9	46.0	47.0	48.1	50.3	28	27	25	27	29		
Afrique Subsaharienne	54.9	55.0	55.9	...	58.5	42	42	42	...	44		

Source : PNUD; Rapport mondial sur le développement humain.

Tableau 7.: INDICATEURS ECONOMIQUES POUR LES PAYS DE L'AFRIQUE CENTRALE

PAYS	PIB réel par tête (PPA)					PIB en milliards de dollars 1997
	1992	1993	1994	1995	1997	
Cameroun	2390	2220	2120	2032	1890	9.1
Congo Brazzaville	2870	2750	2410	2554	1620	2.3
Gabon	3913	3861	3641	3766	7550	5.2
Guinée Équatoriale	700	1800	1673	1712	1817	0.5
République. Centrafricaine	1130	1050	1130	1092	1330	1.0
Sao-Tomé-et-Principe	600	600	1704	1744	1851	(.)
Tchad	760	690	700	1172	970	1.6
Afrique Subsaharienne	1346	1288	1377	...	1534	304.3

Source : PNUD; Rapport mondial sur le développement humain.

Tableau 8 : INDICATEURS DU DEVELOPPEMENT HUMAIN POUR LES PAYS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Pays	Valeur de l'indicateur du développement humain (IDH)					Classement selon l'IDH				
	1992	1993	1994	1995	1997	1992	1993	1994	1995	1997
Cameroun	0.503	0.481	0.468	0.481	0.536	127	127	133	132	134
Congo Brazzaville	0.538	0.517	0.500	0.519	0.533	122	125	130	128	135
Gabon	0.579	0.557	0.562	0.568	0.607	114	120	120	120	124
Guinée Équatoriale	0.399	0.461	0.462	0.465	0.549	142	131	135	135	131
République. Centrafricaine	0.361	0.355	0.355	0.347	0.378	149	148	151	154	165
Sao-Tomé-et-Principe	0.451	0.458	0.534	0.563	0.609	133	132	125	121	123
Tchad	0.296	0.291	0.288	0.318	0.393	162	163	164	163	162
Afrique Subsaharienne	0.389	0.379	0.380	...	0.463	...	...	...	...	...

Source : PNUD; Rapport mondial sur le développement humain.

Tableau 9 : DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE											
(en milliards de FCFA)											
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998e	1999p	2000p
CAMEROUN											
Encours fin de période (Hors arriérés)	...	2003,0	1879,0	3722,0	4009,0	4239,0	3170,4	4490,8	4748,5	5186,0	5552,8
Services dus	...	248,0	250,6	236,0	422,0	659,0	626,0	989,4	975,6	800,0	1717,7
Transferts nets (prêts à court terme et long terme, y compris FMI)	117,8	-40,3	50,7	-15,5	67,1	-75,2	-252,4	-251,2	-278,4	-261,7	-253,1
Ratio du stock de la dette (en % du PIB)	59,9	55,5	65,1	97,2	122,7	96,9	87,3	88,0	80,8	75,9	95,6
Ratio du service de la dette (en % des exportations des biens et services non-facteurs)	21,0	15,8	15,3	21,6	54,9	48,0	58,0	44,7	42,1	50,8	44,8
Ratio du service de la dette (en % des Recettes totales)	21,0	19,7	17,1	29,7	122,7	95,8	92,5	73,7	65,1	63,4	98,2
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE											
Encours fin de période (Hors arriérés)	161,8	187,9	201,7	228,2	435,9	441,0	435,8	426,5	417,1	425,0	526,9
Services dus	11,5	10,3	10,6	10,9	17,2	19,5	20,3	18,1	17,4	21,9	24,0
Transferts nets (prêts à court terme et long terme, y compris FMI)	25,8	24,0	8,3	13,5	10,8	9,5	3,1	10,6	13,9	10,7	7,5
Ratio du stock de la dette (en % du PIB)	18,5	11,1	12,1	25,3	109,7	96,5	103,4	97,6	82,6	73,3	117,8
Ratio du service de la dette (en % des exportations des biens et services non-facteurs)	16,5	13,3	15,4	10,3	15,1	17,1	21,2	15,9	18,7	21,2	24,0
Ratio du service de la dette (en % des Recettes totales)	47,0	56,6	56,8	67,2	48,6	37,9	61,1	40,2	31,0	35,1	54,9
REPUBLIQUE DU CONGO											
Encours fin de période (Hors FMI avec arriérés)	...	843,9	843,9	1465,6	3125,9	3054,6	3135,7	3078,4	2931,9	2930,6	3866,1
Services dus	109,7	70,3	98,0	150,6	285,7	364,8	345,1	412,8	683,9	385,1	523,9
Transferts nets (prêts à court terme et long terme, y compris FMI)	-20,1	-100,7	-26,5	72,8	-94,1	-34,4	-332,8	-128,7	-123,6	-168,7	-231,1
Ratio du stock de la dette (en % du PIB)	177,0	177,3	162,6	264,8	316,9	289,2	241,3	227,1	258,2	251,3	265,2
Ratio du service de la dette (en % des exportations des biens et services non-facteurs)	36,4	23,5	10,8	11,8	50,2	60,2	40,8	42,9	88,0	43,0	47,2
Ratio du service de la dette (en % des Recettes totales)	67,3	36,4	19,6	29,2	129,7	146,3	96,5	99,8	254,8	115,5	120,7

Tableau 9 (suite) : DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE

(en milliards de FCFA)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998e	1999p	2000p
GABON											
Encours fin de période (Hors arriérés)	...	813,7	787,6	828,9	1355,1	1387,0	1447,8	1414,6	1307,5	2055,8	1915,8
Services dus	...	153,9	175,0	189,6	303,4	390,1	343,6	365,3	362,3	336,2	419,9
Transferts nets (prêts à court terme et long terme, y compris FMI)	7,6	-30,7	-131,1	-18,9	-90,3	-67,7	-166,4	-114,2	-129,4	-155,0	-153,2
Ratio du stock de la dette (en % du PIB)	66,9	78,2	68,8	88,1	58,2	56,0	50,3	45,4	53,4	75,4	53,1
Ratio du service de la dette (en % des exportations des biens et services non-facteurs)	4,7	10,1	14,6	4,2	20,9	26,8	18,5	19,0	26,6	27,7	27,6
Ratio du service de la dette (en % des Recettes totales)	12,3	20,1	29,4	25,3	54,7	53,4	45,5	38,2	45,1	61,5	51,4
GUINEE EQUATORIALE											
Encours fin de période (Hors arriérés)	...	54,2	51,9	61,2	102,5	96,0	95,4	93,4	87,6	82,4	101,6
Services dus	...	6,4	6,9	7,2	12,6	12,0	7,3	9,4	9,8	9,1	11,3
Transferts nets (prêts à court terme et long terme, y compris FMI)	2,4	1,7	2,9	3,4	8,7	-4,5	-0,5	3,7	3,5	3,6	2,3
Ratio du stock de la dette (en % du PIB)	182,6	193,9	165,6	173,7	226,0	135,0	79,0	36,0	38,0	31,0	57,2
Ratio du service de la dette (en % des exportations des biens et services non-facteurs)	10,9	8,7	5,1	1,7	34,9	27,9	7,0	3,2	3,7	4,1	13,6
Ratio du service de la dette (en % des Recettes totales)	7,7	12,1	11,2	8,9	104,7	89,6	31,6	18,1	13,7	10,6	36,5
TCHAD											
Encours fin de période (Hors arriérés)	126,4	151,5	165,1	168,9	355,2	379,0	347,7	495,3	557,4	555,6	627,3
Services dus	4,7	5,3	6,9	10,8	14,3	12,0	13,2	14,2	14,2	16,2	17,6
Transferts nets (prêts à court terme et long terme, y compris FMI)	27,7	25,7	30,3	11,8	34,1	28,4	48,1	47,8	46,3	45,9	43,4
Ratio du stock de la dette (en % du PIB)	32,6	35,5	40,5	65,1	60,2	58,8	52,9	54,7	52,9	57,6	65,3
Ratio du service de la dette (en % des exportations des biens et services non-facteurs)	4,2	3,8	4,4	8,0	13,6	7,6	9,2	8,5	9,1	11,7	11,3
Ratio du service de la dette (en % des Recettes totales)	13,1	16,8	14,8	27,6	42,7	27,0	22,2	20,9	22,3	17,3	28,7

Tableau 9 (suite) : DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE											
(en milliards de Dobras)											
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997e	1998e	1999p	2000p
SAO TOME & PRINCE											
Encours fin de période (Hors arriérés)	21,6	34,5	62,3	92,0	167,0	357,9	575,0	1298,8	1363,0	...	...
Services dus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Transferts nets (prêts à court terme et long terme, y compris FMI)	1,1	3,4	8,0	6,0	5,1	18,5	61,7	72,8	77,1	...	...
Ratio du stock de la dette (en % du PIB)	302,8	300,0	421,7	445,8	456,0	560,0	582,5	572,9	...	...	...
Ratio du service de la dette (en % des exportations des biens et services non-facteurs)	25,0	18,2	20,0	20,0	16,7	22,2	27,3	83,3	...	...	...
Ratio du service de la dette (en % des Recettes totales)	22,8	13,6	19,9	21,9	30,8	27,3	38,0	43,7	...	...	...

Source : Administrations nationales, CDSR-AC, BEAC, Banque Mondiale

e : estimation

p : projection

... : Données non disponibles